

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RÉPARTITION SPATIALE DES PARTIS POLITIQUES MAROCAINS
SELON DEUX AXES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
SANAA MOKHTARI

MAI 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

A travers ces quelques lignes, je tiens à adresser mes plus vifs remerciements à mon directeur de recherche, Monsieur Lawrence Olivier, pour son professionnalisme et sa disponibilité dont j'ai pu bénéficier tout au long de l'élaboration de ce travail. Qu'il trouve ici l'expression de ma plus sincère gratitude.

Je voudrais également remercier les membres de ma famille (mes parents Mimoun et Rahma, mon mari Idriss et ma fille Lina ainsi que mon frère Adel et ma belle sœur Siham) pour leur patience et leurs constants encouragements.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE D'ANALYSE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE	5
1.1 Modélisation spatiale et axe Gauche/Droite	5
1.2 Ajout d'un second axe.....	9
1.3 Application hypothétique sur le cas du Maroc.....	13
1.3.1 L'axe Gauche/ Droite.....	13
1.3.2 L'axe islamiste	15
1.4 Méthodologie de recherche	18
1.4.1 Choix du type de recherche.....	18
1.4.2 Élaboration du questionnaire.....	18
1.4.3 Échantillonnage.....	19
1.4.4 Collecte des données.....	20
CHAPITRE II	
LES PARTIS POLITIQUES AU MAROC	21
2.1 Naissance des clivages	22
2.1.1 Les indépendantistes contre le protectorat	22
2.1.2 La gauche contre le Makhzen	24
2.1.3 Un nouveau clivage : les islamistes et les modernistes.....	26

2.2 Le système de partis politiques	29
2.2.1 La répartition selon l'axe Gauche/Droite.....	30
2.2.2 La répartition selon l'axe modernité/tradition.....	37
CHAPITRE III	
ANALYSE DES DONNÉES	42
3.1 L'axe Gauche\ Droite.....	42
3.2 L'axe Religieux/Séculier.....	47
3.3 Regroupement des deux axes	50
CONCLUSION	54
BIBLIOGRAPHIE	62
Système politique et partis au Maroc.....	62
Analyse Spatiale.....	65
ANNEXE A.....	69
QUESTIONNAIRE ET EXEMPLE DE CALCUL.....	69
ANNEXE B	
TABLEAUX DES RESULTATS DE L'ÉTUDE DE TERRAIN.....	81
ANNEXE C	
LISTE DES PARTIS POLITIQUES	84
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 1993	87

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Introduction de l'axe Haut/Bas selon Ostiguy.....	10
1.2 Introduction de l'axe Matérialisme/Post-matérialisme selon Inglehart.....	11
1.3 Introduction de l'axe Autoritaires/Libérales selon Kitchelt.....	12
2.1 Résultats des élections législatives de 2002, en pourcentage.....	31
2.2 Répartition des partis politiques selon l'axe Gauche/Droite.....	36
2.3 Répartition des organisations politiques les plus importantes selon l'axe Gauche/Droite et l'axe Modernité, droit latin/traditions, <i>chariàa</i>	39
3.1 Représentation des parties selon l'axe Gauche/Droite.....	44
3.2 Représentation des partis selon l'axe Religieux/Séculier.....	48
3.3 Représentation des partis selon les deux axes Religieux/Séculier et Gauche/Droite	51

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Positionnement Gauche/Droite des partis.....	41
3.2 Positionnement Religieux/Séculier des partis.....	47
3.3 Positionnement Gauche/Droite et Religieux/Séculier des partis.....	50

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADL : Parti d'Alliance des Libertés.

AML : Armée Marocaine de Libération.

CCDH : Conseil Consultatif des Droits de l'Homme.

FC : Parti des Forces Citoyennes.

FDIC : Front de Défense des Institutions Constitutionnelles.

FFD : Front des Forces Démocratiques.

FNM : Front National Marocain.

G/D : Gauche, Droite.

ICD : Parti des Initiatives Citoyennes pour le Développement.

M/PM : Matérialisme, Post-matérialisme.

MDS : Mouvement Démocrate Social.

MJIM : Mouvement de la Jeunesse Islamique Marocaine.

MNP : Mouvement National Populaire.

MP : Mouvement Populaire.

MPCD : Mouvement Populaire Démocratique Constitutionnel.

MPD : Mouvement pour la Démocratie.

OADP : Organisation d'Action Démocratique et Populaire.

PA : Parti de l'Action.

PADS : Parti de l'Avant-garde Démocratique et Sociale.

PCD : Parti de la Constitution Démocratique.

PCS : Parti du Centre Social.

PDI : Parti Démocratique de l'Indépendance.

PDMHL : Parti Démocrate Marocain des Hommes Libres.

PED : Parti de l'Environnement et du Développement.

PI : Parti de l'Istiqlal.

PJD : Parti de la Justice et du Développement.

PLI : Parti des Libéraux Indépendants.

PLP : Parti Libéral et Progressiste.

PLR : Parti Libéral Réformateur.

PLS : Parti de Libération et du Socialisme.

PML : Parti Marocain Libéral.

PND : Parti National Démocratique.

PNGI : Parti National Génération Indépendance.

PNR : Parti National des Réformes.

PPM : Parti du Peuple Marocain.

PPS : Parti du Progrès et du Socialisme.

PRD : Parti des Réformes et du Développement.

PRE : Parti du Renouveau et de l'Équité.

PSD : Parti Socialiste Démocrate.

PSU : Parti Socialiste Unifié.

PUM : Parti d'Unité Marocaine.

R/S : Religieux, Séculier.

UC : Union Constitutionnelle.

UD : Union Démocratique.

UNEM : Union Nationale des Étudiants du Maroc .

UNFP : Union Nationale des Forces Populaires.

USFP : Union Socialiste des Forces Populaires

RÉSUMÉ

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle, pourvue d'un parlement bicaméral. La sphère politique est caractérisée par un multipartisme foisonnant et une lutte interne constante pour le pouvoir. Ceci dit, les particularités socioculturelles du Maroc font de ce pays un terrain de recherche riche et fertile.

Pays profondément musulman qui se targue de son ouverture vers l'occident, le Maroc présente une particularité née de la dualité existante dans la société entre sécularité et religion, et qui trouve son écho au sein même de la classe politique. De plus, l'héritage colonial marocain a eu un impact certain sur le système politique, ainsi le raisonnement en termes de gauche et de droite est parfaitement admis par les partis et constitue un enjeu de taille lors des élections.

Les deux enjeux politiques les plus importants au Maroc sont donc la Gauche/Droite et le Religieux/Séculier. Au cours de cette étude, nous avons représenté ces enjeux sous forme d'axes afin d'y placer les partis politiques. En constatant l'indépendance de ces deux axes, nous avons pu les combiner afin de créer un modèle bidimensionnel.

Cette étude a révélé que la majorité des partis se situait à gauche. Parmi les résultats les plus significatifs, il est apparu que le PJD (parti islamiste) se situe à l'extrême gauche. Aussi, nous avons pu constater qu'il n'existait pas de véritable droite dans la mesure où même les partis réputés pour être traditionnellement de droite, et qui sont considérés comme tels dans les sphères politiques, se situaient plutôt au centre de l'axe que nous avons construit au cours de cette étude. Nous avons également noté qu'une majorité de partis politiques tendent vers le séculier.

Par ailleurs, après avoir intégré les deux axes dans un même graphique que les cadrans comportant le plus grand nombre de partis politiques sont les cadrans Gauche/Séculier et Droite/Séculier.

Mots-clés : *Partis politiques, Maroc, analyse spatiale, Gauche/Droite, Religieux/Séculier*

INTRODUCTION

Avant de tenter de cerner la problématique de la répartition spatiale des partis politiques marocains, il serait nécessaire de définir la nature du système politique dans ce pays. Dans la constitution, ce dernier est décrit comme étant « une monarchie constitutionnelle démocratique et sociale »¹, pourvue d'un parlement bicaméral, où le multipartisme assure une compétition des partis de manière démocratique devant les électeurs. Néanmoins, cette définition ne rend pas entièrement compte de la réalité du fonctionnement politique. La monarchie constitutionnelle marocaine ne ressemble pas à sa voisine espagnole par exemple. En effet, bien que la Constitution accorde « la souveraineté à la Nation qui l'exerce directement par voie de référendum et indirectement par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles »², le roi (actuellement Mohammed VI), selon la même constitution, détient un pouvoir réel : il nomme le premier ministre et les autres ministres, sur proposition du premier ministre, et détient le pouvoir de dissoudre le parlement. On pourrait y voir une constitution qui donne au roi une marge élargie dans l'exercer du pouvoir et d'être le pivot du système politique. Certains analystes, tels que John Waterbury³, ont qualifié ce système de patrimonial. Devrait-on y voir une sorte de despotisme éclairé? Cette appellation ne rend pas compte tout à fait d'un système politique en changement et du rôle qu'a joué l'actuel monarque durant cette dernière décennie, autrement dit, depuis son accès au trône, dans l'évolution des grands chantiers politiques et sociaux et les progrès faits en ce qui concerne les droits humains et les droits des femmes, la

¹ Constitution du Maroc. Article 1.

² Ibid., article 2

³ Waterbury, John. 1970. *The commander of the faithful. The Moroccan elite. A study of segmented politics.* (Le commandeur des croyants, la monarchie Marocaine et son élite). Weidenfeld and Nicholson Ltd, Londres.

citoyenneté, les libertés publiques et la transparence⁴. Cela dit, nous serions plutôt d'avis que le Maroc fait partie de ces pays qui résistent à s'inscrire aisément dans une quelconque classification ou modélisation en raison de la complexité d'un processus politique en changement. Ces pays pourraient être regroupés dans une catégorie qu'on pourrait considérer comme *des pays en voie de démocratisation*.

Il demeure cependant qu'une difficulté subsiste concernant l'analyse du système marocain. Cette difficulté réside dans la complexité et la flexibilité des rapports entre les sphères religieuse et politique notamment. En effet, une analyse purement légale rationnelle ne pourrait être complète, car pour comprendre le système politique marocain, il faut d'abord en saisir la complexité. C'est ainsi que toute analyse des partis politiques marocains, dans le but de déterminer leur répartition spatiale dans l'échiquier politique national, devrait prendre en compte ce contexte complexe d'une réalité politique en changement, où des paramètres et attributs politiques classiques, tels que Gauche/Droite, continuent à exister, tout en intégrant un autre paramètre, celui de l'islamisme, imposé par la montée de la mouvance islamiste dans le monde musulman, et ce dans un contexte de mondialisation.

Il faudrait relever le fait que le multipartisme est une composante importante du système politique marocain. Au cours de ce travail, nous allons tenter d'esquisser une modélisation du système des partis politiques dans ce pays, et ce en utilisant la modélisation spatiale. Nous procéderons ainsi à une analyse des partis les plus importants selon l'axe Gauche/Droite, et ce en nous référant aux origines de ces entités politiques ainsi qu'à leurs plates-formes. Ensuite, nous essayerons de déterminer les autres axes possibles et applicables dans le cas marocain.

⁴ En 2003, le roi Mohammed VI a annoncé une réforme du code de la famille qui a accordé plus de droits aux femmes. Il a aussi créé "l'Instance Équité et Réconciliation" pour une réconciliation avec les années des violations des droits de l'homme durant le règne de son père Hassan II.

La question que nous nous poserons sera de savoir si les partis politiques marocains se situent sur deux axes, mais également de déterminer quel est l'axe vertical si cela s'appliquerait. L'hypothèse sous-jacente à notre recherche est que cet axe est d'ordre religieux. Si elle est vérifiée, nous essayerons de déterminer son importance.

Dans le cadre de cette étude, nous allons procéder en trois étapes. La première consiste à déterminer les enjeux importants dans le système politique marocain, et ce afin de constituer les axes à utiliser dans le cadre d'une modélisation spatiale. Pour ce faire, nous effectuerons une étude historique des différents clivages ou différenciations constituant les partis, et nous essayerons de déterminer leur importance actuelle.

La deuxième étape consistera à placer les partis politiques importants sur ces axes, et cela, en se basant sur la littérature existante et sur les programmes des partis. Cette étape se basera sur nos connaissances de ces partis et sur une étude approfondie de la raison de leur création. Ainsi, ces partis seront placés sur les axes selon l'idéologie véhiculée et l'offre politique ou "promesses" faites aux électeurs potentiels.

En un dernier temps, nous utiliserons les résultats de notre étude de terrain afin de déterminer l'emplacement effectif de ces partis sur les axes. En préalable aux enquêtes de terrain, une synthèse des connaissances sur les différents mouvements politiques importants sera réalisée sur la base de la documentation disponible.

Au cours de ce travail, nous essayerons de déterminer l'emplacement des partis dans un espace bidimensionnel. A partir de nos résultats de recherche, nous

tenterons de faire une comparaison entre l'emplacement idéologique et l'emplacement réel des partis politiques marocains. A la lumière de cette comparaison, nous tenterons d'expliquer et d'analyser les raisons pouvant justifier les différences d'emplacement. Enfin, nous conclurons ce travail en nous penchant sur les cas déterminant les aspects et facteurs non considérés de cette étude.

CHAPITRE I

CADRE D'ANALYSE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1 Modélisation spatiale et axe Gauche/Droite

Dans un monde où les gens peuvent s'exprimer librement, les visions vont être multiples et différentes. Si la confrontation de ces visions devient trop conflictuelle, il se peut qu'elles s'institutionnalisent, créant ainsi un ou plusieurs partis politiques. Un système de partis émerge à partir du pluralisme des visions politiques. La polarisation des partis politiques finit par créer un système où ils sont en compétition pour atteindre le pouvoir. En termes simplistes, le système de partis est un espace où évoluent les partis politiques essayant tous de se faire une plus grande place.

Downs⁵ était un économiste qui pensait que les lois du marché pouvaient s'appliquer aux systèmes de partis. Ainsi, il élabore la théorie selon laquelle les partis se placent dans l'espace politique selon la loi de la demande. Pour Downs, le vote se fait selon un choix rationnel; les électeurs sont des êtres rationnels qui procèdent à un choix qui maximisera leurs bénéfices (utility⁶) et servira leurs propres intérêts. Cela dit, les partis politiques aussi cherchent à maximiser leurs bénéfices : avoir le plus de votes possibles pour ainsi accéder au pouvoir.

⁵ Downs, Anthony, 1957. *An economic theory of democracy*. New York; Harper.

⁶ En anglais dans le texte, traduction personnelle.

Parallèlement, les partis politiques sont en constante mouvance (de manière subtile) afin de conquérir l'électorat. Pour expliquer les implications de ces mouvances, Downs emprunte le modèle de compétition spatiale (le marché spatiale) de Hotelling. Dans ce « marché politique », les partis politiques séduisent l'électorat en se basant sur leurs préférences. Ainsi, dans un système bipartisan (exemple le plus clair), où les électeurs suivraient une distribution normale, les deux partis convergeront vers le centre pour pouvoir maximiser leurs gains en votes. Ainsi, la compétition au sein de cet espace est féroce; chaque parti essaie de se positionner afin d'occuper le plus d'espace sans compromettre sa crédibilité. Un parti d'extrême droite n'irait pas se positionner à gauche pour autant, mais un parti de droite graviterait vers le centre si cet espace est libre. Par contre, si un espace dans le marché est libre, cela peut résulter en la création d'un nouveau parti qui séduira les électeurs qui se sentent abandonnés. Ainsi, le système des partis n'est jamais statique, mais subit des changements subtils qui suivent les désirs de l'électorat. Cependant, à la longue, il tendrait vers un équilibre dans lequel le nombre de partis et les idéologies sont fixes.

Le modèle downsien représente à nos yeux un intérêt non négligeable. En effet, dans la logique du *catch all parties*, on peut adhérer à la vision que les partis, comme tout autre produit, soient soumis à des considérations économiques. Finalement, le vote est un moyen d'acquérir un bénéfice. Par contre, l'idée du choix rationnel en prend un coup quand il s'agit d'identités partisanes formées par l'exposition à un environnement socioculturel.

Le spectre Gauche/Droite est partagé jusqu'à un certain point par les populations mondiales. Ainsi, il aura une signification réelle surtout chez un électorat éduqué. Aussi, cette vision est davantage adoptée dans certains pays, comme par exemple en France où ce spectre façonne le paysage politique, ce qui n'est pas le cas

des États Unis. De plus, selon Ostiguy⁷, cette vision demeure inapplicable aux pays issus de la troisième vague de démocratisation, où l'axe haut/ bas est plus significatif.

Pour Inglehart et Klingemann⁸, les termes "gauche" et "droite" ont peu d'incidence sur l'électorat, car seules les identités partisans comptent vraiment. Cependant, Lapointe et Ostiguy arguent que cette dimension garde son importance malgré le fait qu'elle ne soit pas statique⁹. Nous pencherions plutôt vers cet avis, car la signification Gauche/Droite a évolué et ce en accord avec l'évolution des rapports sociaux. Ainsi, Lipset¹⁰ mentionne le radicalisme, qui était jadis une caractéristique exclusivement de droite, alors qu'actuellement les deux pôles se l'ont approprié.

La vision classique de la gauche marxiste ou socialiste, comme étant un mouvement ouvrier contrant la bourgeoisie, est devenue obsolète. La gauche du futur sera plus associée aux mouvements anticapitalistes féroces et alter mondialistes. Elle aura aussi une image écologique sans pour autant renier son engagement social. A cela s'ajoute une nouvelle droite qui émerge face aux enjeux de l'immigration qui véhicule un nationalisme à la limite de la xénophobie ainsi qu'une protection féroce des idéaux capitalistes. Ainsi, il est possible que la gauche devienne un jour synonyme de conservatisme, tandis que la droite fera preuve de progressisme.

Lapointe¹¹ a cherché à explorer la signification profonde des sèmes "gauche" et "droite", en se référant à la dualité haut/ bas. Selon lui, les idées des hommes

⁷ Ostiguy, Pierre, 2004. The high and the low in politics : a two dimensional political space for comparative analysis and electoral studies. Kellogg Institute Working Paper.

⁸ Inglehart, Ronald et Klingemann, Hans, 1976. Party identification, ideological preference and the left-right dimension among western mass publics. In party identification and beyond. Princeton University Press.

⁹ Lapointe, J.A, 1975. Spatial archetypes and political perceptions; In : American Political Science Review. No.69.

Voir aussi : Lapointe, J.A. 1981. Left and right : the topography of political perceptions. Toronto : Toronto University Press.

¹⁰ Lipset, Seymour et Rokkan, Stein, 1967. Cleavage structures, party systems and voter alignment. In : Seymour Lipset and Stein Rokkan (Eds.), Party systems and voter alignment. New York; Free Press.

¹¹ Lapointe, J.A. Left and right : the topography of political perceptions. Op.cit.

s'organisent par rapport à un espace. Cette organisation spatiale a rapport avec des considérations culturelles et biologiques. Dans l'imaginaire collectif, le haut domine et le bas suit, la gauche est faible et la droite est forte.

Sur le plan politique, Laponce trouve l'origine de cette dualité Gauche/Droite dans la France du 18^{ème} siècle. A cette époque, le roi se tenait en face du parlement, à sa droite les princes héritiers du trône, et à sa gauche les princesses qui n'avaient aucune prise sur le pouvoir. En face du roi se tenait en demi cercle le parlement, avec de droite à gauche, le clergé, la noblesse et enfin le tiers état. La prise de parole suivait, elle aussi, cet ordre préétabli. Avec l'importance prise par le tiers état en cette veille de révolution, la France entreprit de voir les combats politiques en termes d'affrontements entre la partie gauche et la partie droite du parlement. De ce simple fait historique émerge alors une dualité qui existe toujours. Cependant, Laponce relève le fait que pour les Anglais et les Américains, les termes avaient moins d'importance, étant donné le système de bipartisme. Pour Laponce, les termes Gauche/Droite servent de balise afin de se reconnaître dans un espace politique. Il argumente que les électeurs devaient penser en termes de dualité afin de pouvoir faire un choix. Il ajoute cependant que la signification de ces termes pouvait changer selon l'interprétation et les moments de l'histoire.

Inglehart et Klingemann¹² ont exploré l'hypothèse qui affirme que la Gauche/Droite était en fait un super enjeu (*super issue*). Cette vision est partagée par les médias qui considèrent les programmes politiques en termes de gauche et de droite. A la suite d'une enquête, ils explorent le postulat de Downs comme quoi l'électeur pouvait se placer de lui-même sur cet axe. Ils concluent cependant que la dualité n'est pas qu'un enjeu, mais aussi une carte sur laquelle se placent les partis. De plus, ils

¹² Inglehart, Ronald et Klingemann, Hans, 1976; Party identification, ideological preference and the left-right dimension among western mass public. Op.cit.

ajoutent que pour l'électorat, cette dualité n'avait guère d'importance face aux identités partisans.

Pour Ostiguy¹³, l'axe permet de structurer le paysage politique dans la plupart des démocraties mondiales. Pour lui, la gauche ainsi que la droite comportent deux dimensions : une socioéconomique et l'autre politique. La première dimension se base sur les conflits d'ordre économique ayant trait à la distribution des biens. Ainsi, la droite tend à vouloir protéger la propriété privée et les droits des entreprises, tandis que la gauche prône une plus grande égalité de la distribution. La deuxième dimension se base sur les conflits se rapportant à l'usage et la force de l'autorité. Ainsi, la droite a tout intérêt à promouvoir l'ordre public et social et les valeurs traditionnelles. La gauche au contraire se positionne contre cette autorité qui ne fait que renforcer une hiérarchisation sociale devenue pour eux injuste et obsolète. Pour Ostiguy, les dimensions Gauche/Droite sont constitutives.

Ainsi après avoir exploré les significations des sèmes Gauche/Droite, on pourrait dire que les auteurs ne s'accordent pas en ce qui concerne la stabilité de l'axe. Nous serions d'avis que cet axe ne peut être que flottant, car tous les jours de nouveaux enjeux surgissent et repoussent les idées préconçues sur la gauche et la droite. Ainsi, nous voyons émerger la gauche écologique face à la gauche classique socialiste, mais aussi la droite nationaliste face à la droite chrétienne classique.

1.2 Ajout d'un second axe

Nous avons vu au préalable que l'espace politique pouvait être divisé selon un axe Gauche/Droite créant ainsi un espace unidimensionnel sur lequel on pouvait placer les partis politiques, les électeurs ou même les classes sociales. Vu les

¹³ Ostiguy, Pierre, 2004. The high and the low in politics : a two dimensional political space for comparative analysis and electoral studies. Op.cit.

limitations de cet espace unidimensionnel, certains auteurs ont opté pour la création d'un second axe afin de permettre une reproduction plus réaliste de l'espace politique. Prenant en compte ce qui leur semblait comme des enjeux primordiaux, ils ont créé un axe perpendiculaire à cet axe classique Gauche/Droite.

Pour Ostiguy¹⁴, la dimension Gauche/Droite ne perd pas de sa pertinence, mais elle ne suffit pas non plus à modéliser l'espace politique de l'Amérique Latine. Par contre, en ajoutant un axe perpendiculaire, représentant le haut et le bas, la classification devenait plus significative.

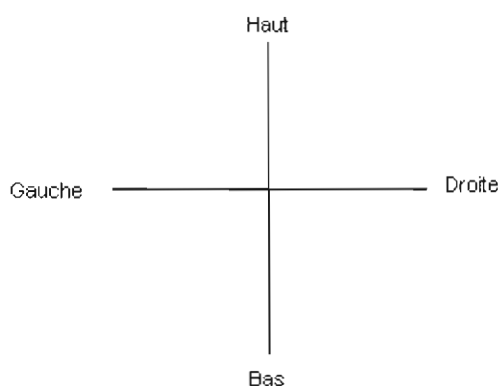


Figure 1.1 Introduction de l'axe Haut/Bas selon Ostiguy

Le haut se caractérise par les manières distinguées, l'éducation et le langage soutenu. Le bas par contre se veut plus populaire, ayant des manières du peuple, un langage familier et aussi un certain machisme.

Pour Ostiguy, le haut et le bas sont des reflets des réalités socio culturelles du pays, et celles-ci s'insinuent dans la politique. Ces deux axes sont basés surtout sur

¹⁴ Ibid.

les valeurs des électeurs. Ainsi, un électeur du peuple ne s'identifiera pas à un personnage bien habillé et pompeux.

Ingelhart¹⁵ quant à lui s'appuie sur la célèbre étude de Maslow pour développer un index du degré de matérialisme ou de post matérialisme. Sans renier l'axe classique Gauche/Droite, il ajoute un second axe : Matérialisme/Post-matérialisme.

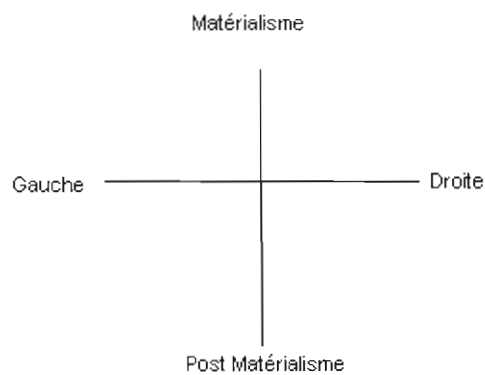


Figure 1.2 Introduction de l'axe Matérialisme/Post-matérialisme selon Inglehart.

Pour Inglehart, le matérialisme se réfère aux besoins physiologiques, dont notamment le besoin de sécurité économique et physique. Le post-matérialisme par contre prend en compte les besoins sociaux et la réalisation personnelle comme les besoins d'appartenance, intellectuels et esthétiques. Cet axe reprend à la fois des valeurs et des intérêts des différents groupes sociaux.

¹⁵ Inglehart, Ronald, 1990. Cultural shift in advanced industrial societies. Princeton University Press.

Kitschelt¹⁶ par contre affirme que l'axe de base serait celui du socialisme/ capitalisme, car il s'aligne parfaitement à l'axe classique Gauche/Droite. Pour cet auteur, la seconde dimension est représentée plutôt par les politiques libérales en haut et les politiques autoritaires en bas.

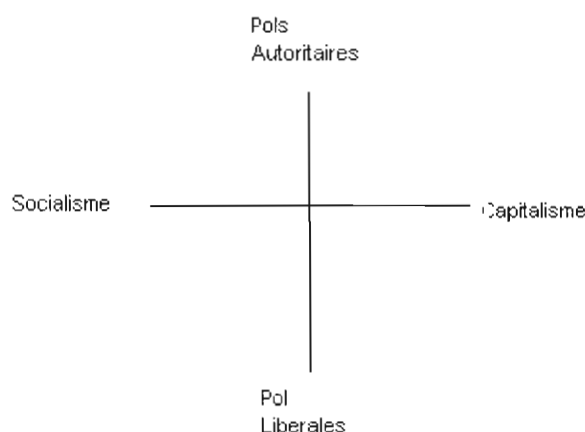


Figure 1.3 : Introduction de l'axe Autoritaires/Libérales selon Kitschelt.

Kitschelt¹⁷ développe son axe Autoritaires/Libérales sur l'étude d'Inglehart¹⁸ du Matérialisme/ Post-matérialisme. Selon Kitschelt, cette étude, loin de recenser les valeurs Matérialisme/Post-matérialisme, faisait davantage ressortir les préférences en ordre d'autoritarisme et de libéralisme. Cet axe prend en compte les intérêts des différents groupes sociaux. En effet, il permet de mesurer l'importance qu'accordent les répondants à l'autorité utilisée par le gouvernement.

D'autres axes additionnels existent aussi. On pourrait citer l'axe Séparatistes/Souverainistes au Québec, ou encore l'axe plus ou moins classique Religieux/Séculaires qui a existé et continue d'exister dans bon nombre de pays.

¹⁶ Kitschelt, Herbert, 1994. The transformation of European social democracy. Cambridge University Press.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Inglehart, Ronald, 1990. Cultural shift in advanced industrial societies. Op.ct.

Il est important que ces axes nouveaux soient indépendants, ainsi on pourra vraiment parler d'espace bidimensionnel. S'il devait se trouver lié à l'axe Gauche/Droite, on pourrait alors simplement parler des nouveaux enjeux de la droite et de la gauche, ou carrément de la nouvelle droite et de la nouvelle gauche. La neutralité du nouvel axe dépend entièrement de l'importance des enjeux qu'il représente. Ainsi, si les enjeux devenaient trop importants et influeraient sur la dynamique du système, un second axe s'impose. Les conséquences de l'absence de neutralité quand les enjeux sont de taille peuvent être graves pour les théoriciens. En effet, omettre un second axe résulte en une simplification grotesque du système de l'espace politique. Par contre, en ce qui concerne l'électorat, cette omission est acceptable et même nécessaire. Comme l'explique Inglehart¹⁹, la masse a besoin de voir les combats politiques selon un modèle dichotomique. On vote pour le gentil et on boycotte le méchant. La dichotomie Gauche/Droite semble tellement imprégnée qu'il serait difficile de faire changer d'image au public. Cela peut sembler bien simpliste mais regrouper les enjeux sous la bannière Gauche/Droite est un mal nécessaire pour la compréhension des électeurs.

1.3 Application hypothétique sur le cas du Maroc

Pour les fins de notre analyse, il serait nécessaire de déterminer les clivages importants au Maroc. À partir de ces clivages, nous pourrions extraire les agents polarisants de la société et les représenter sous formes d'axes. La question qui restera à explorer est de savoir si le second axe est d'ordre religieux et finalement placer les partis choisis sur ces axes afin de tester la fiabilité du modèle.

1.3.1 L'axe Gauche/ Droite

Pour le Maroc, l'axe Gauche/Droite s'applique clairement. La terminologie Droite/Gauche est en fait un héritage direct des années coloniales, dans la mesure où

¹⁹ Inglehart, Ronald, 1990. Cultural shift in advanced industrial societies. Op.cit.

le parti communiste marocain a été créé bien avant l'indépendance du Maroc en 1956. Les années 60 qui ont vu la montée du courant du Tiers-mondisme, porté par les idéologies marxiste et socialiste, a eu une influence sur la formation et la création de certains partis marocains²⁰. C'est ainsi que le parti de l'Indépendance (*Istiqlal*) qui a œuvré pour la libération du pays du protectorat français a connu une scission qui a fait naître l'UNFP (Parti de l'Union Nationale des Forces Populaires) rassemblant tous ceux qui revendiquaient le socialisme et un positionnement distant par rapport à la monarchie et au pouvoir. Les deux décennies de l'après indépendance (années 50 et 60) ont vu se constituer des partis proches du pouvoir, dans certains cas sur son instigation, comme fut le cas de la création du parti « Mouvement Populaire », représentant les berbères et le milieu rural. Ceci se faisait pour contrecarrer la montée des partis de gauche d'obédience communiste et socialiste, et atténuer leur popularité. Pendant les années 90, on assiste à une sorte de polarisation sous une appellation particulière : « le bloc démocratique » (la *Koutla*)²¹ et « l'Entente » (*Wifak*)²². Cette terminologie a participé au façonnement du système partisan marocain; ainsi la gauche a évolué face à une droite proche du pouvoir monarchique. Néanmoins, les changements survenus à la fin du règne de Hassan II, avec l'avènement de ce qui est appelé « l'alternance », et sous le règne de Mohammed VI jusqu'à la période actuelle, ont nuancé cette polarisation conjoncturelle, suite à l'entrée des partis de la *Koutla*, associés à la gauche, au gouvernement et à l'exercice du pouvoir²³. Cette évolution n'a pas pourtant fait disparaître la dualité Gauche /Droite, dans la mesure où certains partis de gauche se retrouvent en dehors du gouvernement, et que même au niveau du

²⁰ Voir Rézette, Robert. 1955. Les partis politiques marocains. Armand Collin, Paris.

²¹ Koutla : *La Koutlah al demokratiya* ou « bloc démocratique », elle réunissait les partis de l'opposition le PPS, l'USFP et l'Istiqlal.

²² Wifak : Entente ou coalition en arabe. Elle regroupe les « partis proches du palais », appelés ainsi car créés par le pouvoir à l'époque de Hassan II. Ces partis sont l'UC, le RNI et le PND.

²³ El Mossadeq, Rkia. 1998. Les labyrinthes de l'alternance. Rupture ou continuité? Socheppress, Casablanca. Voir aussi El Mossadeq, Rkia. 2001. Les labyrinthes de la transition démocratique. Socheppress, Casablanca.

parti socialiste, l'USFP, l'un des plus importants partis qui participent au gouvernement, sa base militante continue à revendiquer une plateforme de gauche.

1.3.2 L'axe islamiste

La montée de l'islamiste a réussi à créer une nouvelle polarisation du système politique marocain. De ce fait, un second axe s'est imposé à cette analyse spatiale, nous permettant ainsi d'appréhender la réalité en termes bidimensionnels.

L'islamisme²⁴ apparaît aujourd'hui comme un mouvement politique qui se réfère à la religion dans sa vision du projet politique et revendique un retour à un Islam idéalisé des temps du prophète Mohamed. Et parce que l'Islam est la religion de la majorité des marocains et qu'il imprègne la culture, l'islamisme trouve audience auprès des populations. Ce qui permet au parti politique revendiquant l'islamisme de se positionner sur l'échiquier politique.

En effet, l'Islam est une religion qui ne dispose pas d'institutions d'intermédiation entre l'individu musulman et Dieu²⁵. L'Islam prône certaines pratiques et rituels pouvant facilement s'intégrer à la vie quotidienne et sociale de l'adepte. Religion porteuse de valeurs universalistes, elle permet à quiconque la possibilité d'y adhérer, quelque soit sa religion, patrie ou société d'origine. Les musulmans, durant les premiers temps de l'histoire de l'Islam, ont cultivé l'idée de la communauté des musulmans (*Umma*) comme un idéal de société, dans le sens utopique du terme, à réaliser sur terre à travers un projet social. En outre, l'Islam permet la création d'un procédé de consultation sociale à travers la concertation

²⁴ L'islamisme est désigné dans les écrits en arabe par l'expression « l'Islam politique » en référence à l'utilisation de la religion dans la politique. Voir Darif, Mohamed. 1992. « *Al islam As-siyassi fi-al-Maghrib* ». (L'Islam politique au Maroc). In : Revue Marocaine de Sociologie Politique.

²⁵ L'Islam n'a pas d'institution cléricale.

(*Shoura*)²⁶, une sorte de mécanisme par lequel les adeptes peuvent influencer sur le système dirigeant la nation.

Cette conception de la grande communauté des musulmans doit être contextualisée historiquement. La communauté musulmane, étant née dans une société tribale, a été contrainte de se former en tant que structure politique et comme idéal rassemblant ainsi les différentes tribus sous la même bannière politique et religieuse. Le musulman adhère en même temps à la religion (*Din*), représentée par un ensemble de dogmes, mais aussi à l'Etat (*Dawla*), une organisation à caractère politique.²⁷ Ainsi, dans toutes les sociétés musulmanes depuis l'avènement de l'Islam l'Etat et la religion sont indissociables.

L'intrinsécisme de l'islam et de la politique a été depuis toujours un fait bien établi. Cependant, face à la modernisation de l'état et à l'exposition des nations musulmanes aux modèles politiques occidentaux, ainsi que l'émergence de la démocratie comme valeur et comme meilleur système pour gouverner, l'application d'un Islam des premiers de la phase fondatrice avec le prophète Mohamed ne correspond pas au changement qu'a connu la réalité politique, économique et sociale. Au sein des sociétés musulmanes en général, et au sein de la société marocaine, il y a débat sur le rapport entre religion et politique et sur le renouvellement de l'interprétation des textes sacrés. Ainsi le débat ne se réduit pas à une opposition entre ceux qui veulent préserver le lien entre l'Etat et la religion et ceux qui ne voudraient pas revendiquer la laïcité, mais aussi entre les groupes politiques qui défendent de se faire guider par la religion mais différenciés par leurs positions sur la place de la religion dans l'état et dans les affaires publiques, économiques et sociales. Ce qui

²⁶ Mécanisme de participation à l'élaboration des décisions, utilisé par le prophète Mahomet. Le Calife inclut dans sa manière de gérer les affaires de la communauté une petite élite agissant en consultants en quelque sorte sans vraiment leur déléguer de pouvoir de décision.

²⁷ Rodinson, Maxime. 1993. L'Islam politique et croyance. Fayard, Paris, pp. 29-31

explique les différents degrés d'importance qu'accordent tous les partis à la religion et l'existence de plusieurs tendances dans l'islamisme.

Un paradoxe doit être clarifié, à savoir l'existence de l'islamisme dans un état musulman. Si tous les marocains se considèrent musulmans et que le roi est le commandeur des croyants, les partis politiques qui se sont créés durant des deux décennies après l'indépendance, ont affiché leurs visions et leurs programmes par rapport à des idéologies et des courants d'idées. Ils considèrent ainsi comme communiste, ou socialiste, ou libéral. Toutefois à partir des années 80, un phénomène nouveau émerge, à savoir la revendication de la religion comme idéologie politique où l'action politique est mise au service du règne de la religion et de la moralisation dans la société.

Il est à noter que l'islamisme politique devient l'idéologie religieuse des partis politiques appelant à ce que la religion soit le fondement et le guide de l'action politique par une sorte de moralisation de la vie sociale et économique²⁸. C'est ainsi que dans des sociétés comme le Maroc, dans l'espace politique, à l'axe gauche droite, s'ajoute l'axe de l'islamisme politique.

²⁸ Par exemple le parti islamiste au Maroc, le PJD; en général, lorsqu'il intervient dans le débat politique, c'est autour de la moralisation et pour dénoncer toute pratique qui s'éloigne de la religion.

1.4 Méthodologie de recherche

1.4.1 Choix du type de recherche

Pour cette étude, nous avons procédé en deux étapes. La première consistait à établir les informations existantes sur le sujet en s'appuyant sur la littérature disponible. En deuxième lieu, nous avons utilisé les données fournies par un questionnaire que nous avons élaboré pour l'étude sur le terrain.

1.4.2 Élaboration du questionnaire

Dans le cadre de cette recherche, nous visons à placer les partis politiques choisis selon deux axes indépendants. Un questionnaire a été élaboré dans le but de déterminer l'emplacement de ces partis sur cet espace bidimensionnel. Ces différents emplacements sont mesurés en fonction d'un certain nombre de variables que nous allons présenter dans cette section.

Ce questionnaire (*voir annexe A*), est principalement basé sur la théorie d'Inghelhart qui s'appuie sur la célèbre étude de Maslow pour développer un index du degré de matérialisme ou de post-matérialisme. Au cours de son étude, Inghelhart maintient la validité de l'axe Gauche/Droite mais ajoute un second axe Matérialisme/Post-matérialisme. Notre postulat pour notre recherche est que ce second axe est plutôt d'ordre Religieux/Séculier.

Le questionnaire comporte donc deux volets, un volet pour l'axe Gauche/Droite, et un deuxième pour l'axe Religieux/Séculier. Plus précisément, le questionnaire d'enquête contient quatre parties distinctes. La première partie évalue le degré d'inclinaison du parti vers les idéologies gauchistes, en prenant en compte les principales caractéristiques de ces idéologies. Ainsi les questions se posent sur le

degré d'importance des politiques socialistes et environnementalistes ainsi que l'importance de la redistribution des richesses. La deuxième partie évalue le degré d'implémentation des politiques dites de droite. Les questions se posent alors sur les politiques de privatisation, d'usage légal de la force et d'ouverture au marché libre.

La troisième partie explore l'importance de l'aspect de la religion dans la prise de décision au sein du parti. Ainsi, les partis devaient estimer l'importance de l'Islam en tant que valeur idéologique. Enfin la quatrième partie mesure les tendances séculières au sein de ces mêmes partis politiques.

1.4.3 Échantillonnage

Comme cadre d'échantillonnage, nous avons utilisé la base de données fournie par le Ministère de la Communication du Maroc. Notre cadre d'échantillonnage constitue donc la liste des éléments sur la base de laquelle nous avons extrait nos unités d'échantillonnage. Cette liste d'éléments d'échantillonnage était composée des 27 partis politiques ayant présenté des candidats aux élections législatives tenues le 27 septembre 2002. Ce cadre d'échantillonnage nous a permis d'avoir accès à la totalité de la population cible, à savoir l'ensemble des partis politiques reconnus par le pouvoir et en activité au Maroc.

L'échantillon utilisé se compose de 17 partis politiques, le choix de ces partis se justifie par l'obtention de plus de deux sièges au parlement au cours des élections législatives de 2002. Autrement dit, nous avons gardé à l'esprit les questions de représentativité de ces partis et leurs influences relatives sur la scène politique au Maroc. Par conséquent, nous avons considéré que les partis mis à l'écart pour cause d'insuffisance de sièges n'ont pas une grande influence sur l'électorat marocain, et que leur mise à l'écart ne représente aucune incidence sur les objectifs principaux de la présente étude.

1.4.4 Collecte des données

La collecte des données, par le biais du questionnaire, a été effectuée durant l'été 2005. Nous avons utilisé plusieurs méthodes afin de collecter l'information : l'enquête personnelle (sur rendez-vous), l'enquête par téléphone et l'enquête par internet. Nous pouvons dire que le moyen le plus efficace et le plus commode pour nous a été l'enquête personnelle. En effet de nombreux dirigeants et membres éminents des partis ont pris de leurs temps afin de remplir le questionnaire, l'agrémentant de nombreuses annotations que nous avons utilisées dans la partie relative à l'interprétation des résultats. Cependant, cette collecte de données s'est prolongée largement au-delà du temps initial prévu, et ce à cause d'une disponibilité plutôt restreinte des dirigeants politiques cibles de l'enquête de terrain : des agendas remplis et une présence limitée au niveau des sièges des partis. Nous avons tenu à ce que le questionnaire soit rempli par le dirigeant du parti retenu dans l'échantillon en personne, pour un maximum de fiabilité des informations recueillies.

De plus, nous avons consulté les programmes des partis étudiés afin de faire un premier placement sur les axes. Ce type de données nous a été fourni par les partis visités mais aussi par des publications distribuées lors des campagnes électorales.

CHAPITRE II

LES PARTIS POLITIQUES AU MAROC

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser de près au système des partis politiques au Maroc. Ce dernier est une monarchie constitutionnelle, où le roi détient un pouvoir bien réel qui laisse néanmoins une marge de manœuvre au gouvernement et au parlement. Depuis l'indépendance, le Maroc a opté pour le multipartisme. Il a même banni le parti unique, ce qui est clairement exprimé dans sa constitution. On assiste donc à un système de partis pluraliste, représentant les différents courants idéologiques : gauche, droite (libéraux) et islamiste. L'existence de ces partis multiples pourrait être perçue comme un indicateur de démocratisation. En effet, une grande majorité des idéologies présentes dans la sphère sociale se sont traduites de manière politique.

Il reste cependant une difficulté concernant l'analyse du système marocain. Cette difficulté réside dans le rapport et le lien entre des sphères religieuse et politique. En effet, une analyse purement légale rationnelle ne pourrait cerner ce rapport, car pour comprendre le système politique marocain, il faut d'abord en comprendre la complexité.

Dans ce travail, nous allons esquisser une tentative de modélisation du système des partis politiques au Maroc. Afin d'y parvenir, nous allons commencer par nous pencher sur les paramètres historiques qui ont façonné le paysage politique

marocain et crée des différenciations politiques. Nous remonterons ainsi à la période coloniale et enfin à l'indépendance. Pour ce qui est des paramètres contemporains, nous allons nous pencher sur la question de l'état traditionnel (*Makhzen*) et le rôle qu'il joue dans le système politique, puis, ultérieurement, nous aborderons la question de l'islamisation. En deuxième partie, nous nous pencherons sur les partis politiques existants présentement. Nous procéderons ainsi à une analyse des partis les plus importants selon l'axe Gauche/Droite, et ce en nous référant aux origines ainsi qu'aux plates-formes. Ensuite, nous essayerons d'esquisser les autres axes possibles et applicables dans le cas marocain.

2.1 Naissance des clivages

2.1.1 Les indépendantistes contre le protectorat

En 1912, le Maroc est contraint de signer le traité de protectorat français. Au même moment s'organise une résistance soutenue qui durera plus de quarante ans. Les premiers mouvements de résistance furent ruraux. En effet, la résistance dite de montagne fut armée et violente, et les confrontations sanglantes se soldèrent par la consécration de la supériorité de l'armée française mieux préparée. Les milices armées de l'Atlas et du Rif vont se battre contre les occupants français et espagnols pendant plus de 25 ans avant de passer le flambeau à la résistance urbaine.²⁹

La résistance des villes se caractérisa par des manifestations de masse contre le *Dahir berbère*³⁰. A partir des années 1930, les jeunes résistants bourgeois des villes

²⁹ Monjib, M. la monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir. P. 13-20.

³⁰ Loi émanant des autorités françaises de l'occupation visant à diviser le Maroc en deux entités distinctes : les arabes et les berbères. Cette loi fut utilisée dans la logique de « diviser pour mieux régner ».

s'organisent, et de cette initiative naquit le "Comité d'Action Marocaine" (C.A.M). Ce comité est loin d'être un parti politique mais plutôt un club élitiste où seuls les gens instruits et bourgeois pouvaient se rencontrer. Ce comité avait pour but de revendiquer des réformes à introduire au niveau du système de protectorat. En 1934, Allal el Fassi³¹ créa le Parti Nationaliste, invitant ainsi toutes les strates sociales urbaines à se joindre à l'effort réformateur. En 1943, ces revendications timides se transforment en une réelle révolte, et les membres de cette mouvance finissent par créer le Parti de l'Indépendance (*Istiqlal*) et se présentent avec une revendication simple : l'indépendance totale du Maroc. Ce parti séduit les trois groupes sociaux qui lui fournissent sa base solide. En effet, il rallie sous le drapeau de la lutte nationaliste la bourgeoisie nationale, l'intelligentsia de gauche et aussi les syndicalistes ouvriers. Il va sans dire que le parti souffrit de nombreuses scissions après l'indépendance.³²

Le paramètre indépendantiste fut l'un des plus déterminants quant au façonnement du paysage politique marocain. Il avait la particularité d'inclure toutes les strates sociales qui se positionnaient sur un axe allant des mouvements réformateurs modérés aux indépendantistes radicaux. Le mouvement d'indépendance a créé un sentiment d'appartenance à une nation marocaine, ce qui a relégué au second plan les appartenances tribales qui prévalaient avant et durant le protectorat français. La lutte contre celui-ci a ouvert la voie aux marocains de se rallier au roi Mohammed V, qui fut déporté puis exilé à Madagascar en 1953. Perçu comme le sauveur de la nation, sa déportation fait apparaître un clivage entre l'occupant et l'occupé et ce que cela entraîne comme naissance de conscience politique chez les marocains. Cette conscience politique s'est créée ainsi dans le contexte d'une occupation coloniale. Durant cette occupation, le parti communiste français a même

³¹ Figure politique historique, fondateur du parti de l'indépendance (*Istiqlal*). Condamné à l'exil au Gabon par les forces du protectorat, il revient au Maroc fort d'une aura de héros.

³² Palazzoli, C. Le Maroc politique. P : 133-137

crée sa branche au Maroc avec le parti communiste marocain, qui deviendra Parti de Libération et Socialisme puis Parti du Progrès et du Socialisme.

2.1.2 La gauche contre le Makhzen

Tout d'abord, commençons par définir le vocable « makhzen ». Selon Cubertafond, le Makhzen est une institution à part³³. Le makhzen en fait est l'appellation de l'état traditionnel qui existait avant le protectorat. Il désigne aussi la cour royale et son administration. En fait, il représente le pouvoir de la cour royale au sens large du terme. Il est reconnu comme la concentration des pouvoirs du palais. Ainsi l'explique Alain Claisse :

« [Le Makhzen] est une réalité ancienne et diffuse...il est omniprésent dans la société et insaisissable à travers les concepts courants du droit constitutionnel et de la science politique...craint et respecté à la fois, le makhzen arbitre, taxe, légifère sans avoir besoin de lois pour ce faire. Il régule plutôt qu'il ne régleme puisqu'il manipule les mécanismes les plus intimes du social. Il constitue un état parallèle imbriqué dans l'état et hors de lui. Il est le pouvoir laïc qui recourt au religieux, le pouvoir coopté qui emprunte volontiers les détours de la légitimité moderne et de la loi, un pouvoir enfouis dans la société qui se place volontiers au dessus d'elle pour la régenter. »³⁴

Défini ainsi, on pourrait se demander si le makhzen représente une réalité politique ou une perception de cette réalité du pouvoir "du palais", amplifiée par l'imaginaire collectif. Il est certes difficile de répondre à cette question et de trancher. Toutefois, à chaque fois que les pratiques de l'état traditionnel du passé apparaissent, le makhzen est pointé du doigt par la critique.

³³ Cubertafond, Bernard. 1993, La vie politique au Maroc. L'Harmattan, Paris.

³⁴ Claisse, A. Le makhzen politique au Maroc. P : 9

Ainsi, il apparaît comme un pouvoir à la fois réel et irréel, tirant sa légitimité d'une histoire ancienne imprégnée de mysticisme et de religion. Il se peut que le makhzen soit respecté mais il est surtout craint. De plus, associé aux abus et à la répression, il finit par être détesté. Dans un pays où il y a encore des dysfonctionnements dans la gestion des affaires publiques et des déficits en termes de développement auxquels s'ajoute la corruption, le *makhzen* apparaît soudain comme la force invisible à combattre.

A l'heure de l'indépendance du Maroc, les partis dits nationalistes prennent une importance croissante au sein de la société. Cette popularité dérange cependant le Palais et par association le makhzen. A partir de ce moment, les divergences entre les partis issus du nationalisme et de l'idéologie de gauche (partis qui vont former plus tard la *Koutla*³⁵) et le Palais se consolident. Suivirent alors de longues années de répression qui durèrent presque tout au long du règne de feu le roi Hassan II. Ces années, plus tard, seront considérées comme les « années de plomb », où l'opposition au makhzen était devenue clandestine. Ce fut dans cet esprit que furent perpétrées les violations des droits de l'homme dans les dizaines de bagnes où étaient retenus de nombreux prisonniers politiques et prisonniers d'opinion.

Contre un fonctionnement répressif de l'état, apparaît une opposition représentée par les partis de gauche qui dénoncent le pouvoir excessif de ceux qui pivotent autour de ce pouvoir et un mode de gouvernance où ceux qui en profitent sont les plus nantis, car une association avec le *makhzen* peut ouvrir toutes les portes au Maroc. Cette situation crée un clivage au sein de la société marocaine entre ceux qui profitent du système et ceux qui le subissent. L'état providence traine avec lui quelques pratiques de l'état traditionnel, telles que le clientélisme et le culte des

³⁵ *La Koutla al demokratiya* ou « bloc démocratique », catégorie réunissant les principaux partis de l'opposition d'avant 1999. Ces partis sont notamment le Parti du Progrès et du Socialisme, l'Union Socialiste des Forces Populaires et le Parti de l'Istiqlal.

personnes. Il est détenteur des ressources du pays, il peut donc être pourvoyeur comme il peut être monopolisant.

Depuis l'avènement de l'actuel roi en 1999, plusieurs réformes et actions ont vu le jour. Elles ont porté notamment sur les droits humains, les droits des femmes, la libération des prisonniers politiques, le lancement de l'initiative du développement humain en 2005, pour lutter contre la pauvreté et la précarité, ainsi qu'une volonté affichée pour la réforme de la justice et la lutte contre la corruption³⁶. Pourrait-on dire comme le note Alain Claisse³⁷, que le *makhzen* s'adapte sans disparaître; qu'il se régénère à partir des nouveaux rapports de force? Il est certain que lutter contre le clientélisme, la corruption et les dérives de la justice ne relèvent pas toujours du bon vouloir du "Prince", mais d'un changement culturel des mentalités, des pratiques et des comportements qui mettent plus de temps à changer qu'une volonté politique. Si le *makhzen* représente cela, il continue d'exister dans un climat de libéralisation sous une forme moins répressive et toujours aussi présente. En fait, il demeure toujours une force non négligeable qui se place au-dessus du système politique présent, qui entraîne le positionnement politique des partis de l'extrême gauche qui appellent à une réforme de la constitution en faveur d'une monarchie parlementaire.

2.1.3 Un nouveau clivage : les islamistes et les modernistes

Au Maroc, la religion musulmane joue un rôle fondamental dans l'intégration sociale et dans la socialisation culturelle des individus. En effet, il est difficile de dissocier la sphère religieuse de la sphère politique. Cette réalité ne s'applique pas qu'au Maroc, mais aussi à tous les autres pays arabo-musulmans. Il faut dire que la nature même de la religion rend difficile tout effort de sécularisation, quoique le

³⁶ En 2008, il y a eu création d'une commission de lutte contre la corruption.

³⁷ Claisse, Alain. Le *makhzen* politique au Maroc. Op.Cit.

processus de cette sécularisation avance de manière implicite dans la vie publique et dans la gestion des affaires, sans qu'elle soit reconnue ni déclarée³⁸.

Par ailleurs, on constate que l'une des grandes forces de légitimation du pouvoir monarchique au Maroc réside dans son affiliation au *chérifisme*³⁹ qui lui donne son caractère respectable, voire sacré. La famille Alaouite (qui règne au Maroc) est dite de descendance directe du prophète Mahomet lui-même. Cette affirmation à elle seule justifie l'autorité religieuse dont le roi est pourvu. Le roi est (*Amir al mou'minin*) le commandeur des croyants, et qu'à travers cette qualité, il est seul apte à réguler les affaires religieuses. Les manifestations concrètes de ce pouvoir résident dans les actes de la *bay'a*⁴⁰, qui est le rituel d'allégeance, ayant lieu lors de son intronisation. L'allégeance confère au roi l'autorité religieuse suprême pour nommer les conseils des hommes de religion (*oulémas*),⁴¹ et organiser le champ religieux⁴². À côté de son rôle dans la sphère religieuse, le roi a aussi un rôle politique que lui confère la constitution. Il est le pivot du système politique, mais sans créer ni adhérer à aucun des partis politiques en compétition sur l'échiquier politique national. Il peut être sollicité pour arbitrer en cas de conflit grave.

Dans nombre de pays européens, le clivage le plus classique est celui des religieux et des séculiers. Au Maroc, il en va différemment, car la religion est tellement imbriquée dans le pouvoir politique qu'une dissociation ne semble pas être

³⁸ Filali Ansari avance que pour la question : « L'Islam est-il hostile à la laïcité? », on retrouve trois réponses dans le débat des intellectuels dans le monde islamique. Ceux qui donnent la réponse "l'islam n'a pas besoin de laïcité", ceux qui répondent : "L'islam est hostile à la laïcité" et les troisièmes qui répondent : "l'islam est compatible avec la laïcité". Voir. Abdou Filali –Ansary. *L'Islam est-il hostile à la laïcité?* Éditions Le Fennec. Casablanca, 1999

³⁹ *Chérif* voudrait dire descendre du Prophète Mahomet.

⁴⁰ Acte par lequel la communauté profère son allégeance au Calife; Sultan ou Roi.

⁴¹ Elite de religieux aptes à interpréter le Coran et le *Hadith*. Dans les autres pays musulmans, ils sont aptes à professer des *fatwa* (lois coraniques). Au Maroc, se il le roi a ce pouvoir. Voir Tozy M. *Monarchie et Islam politique au Maroc*. P : 27-34, 193-205.

⁴² Tozy M. 2001. *Monarchie et Islam politique au Maroc*. Presses des Sciences Politiques. Paris.

possible. Toujours est-il que la question de l'islamisation de la politique demeure un clivage important dans la société. Ce clivage oppose les deux pôles, tout en divisant et dynamisant la société marocaine.

Le premier pôle regroupe des groupes prônant l'ouverture, la culture démocratique et la modernité. Ce pôle se base sur des préceptes occidentaux et suit le modèle légal rationnel. Il constitue une portion de la population plus ou moins éduquée, et qui attend un changement radical dans les mœurs politiques. Pour cette élite politique, bien qu'elle soit elle-même musulmane, son engagement politique est une affaire de conviction et de croyance individuelle, et lorsqu'on l'implique dans l'activisme politique, elle devient une arme idéologique. Cependant, ce pôle n'appelle pas à la laïcité de l'État, mais plutôt à une réforme du système régulateur; et ce en instaurant des réformes dans différents secteurs (justice, éducation, etc.) et d'organiser le champ religieux afin de se distancer d'une islamisation éventuelle. Un des chevaux de bataille de cette tendance réside dans la modernisation de la société, sa démocratisation, son développement et dans l'indépendance de la justice.

Le deuxième pôle, quant à lui, prône plutôt la rigidité, la culture autoritaire et le retour aux traditions et de se faire guider par l'utilisation de la *chariàa*⁴³ comme précepte juridique. Ce pôle est lui-même divisé entre les tendances ou factions rattachées aux pouvoirs monarchiques, et les plus radicaux qui remettent en question la légitimité religieuse du roi au profit d'un système politique s'inspirant du régime iranien, tel que le groupe islamisme « Justice et Bienfaisance ». Les groupes les plus radicaux de cette dernière tendance sont représentés par des organisations islamistes plus ou moins violentes. Certaines furent les instigatrices des attaques terroristes perpétrées au Maroc, dont la plus célèbre eu lieu à Casablanca en 2003.

⁴³ Droit Islamique, se fondant sur les préceptes du Coran.

Ce second pôle qu'on pourrait regrouper dans la mouvance islamiste est rattaché aux préceptes religieux, et souhaiterait un retour prompt à l'application de la *chariâa* comme au temps du Prophète.

En s'appuyant sur l'analyse de la légitimation du pouvoir monarchique, on peut facilement deviner que toute concurrence au niveau religieux peut nuire à cette allégeance populaire. De ce fait, les groupes islamistes se sont vus interdits et réprimés sous le règne de feu Hassan II. Cependant, ils n'ont cessé d'œuvrer sur le plan social, si ce n'est aussi sur le plan politique. Les islamistes se sont accaparés de la scène sociale, car ils ont compris que dans un pays du tiers monde, où la majorité de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, la clef du pouvoir réside dans l'amélioration des conditions de vie⁴⁴. Les islamistes ont ainsi acquis une large popularité. Leurs actions sont axées sur la distribution d'aides et le recrutement subtil des jeunes, leur encadrement et endoctrinement. On pourrait penser à cela comme étant un mélange de clientélisme et de néo-populisme d'ordre religieux.

Les deux pôles que l'on vient de décrire sont à l'image d'une lutte des systèmes de valeur qui conditionne étroitement l'évolution des partis politiques marocains. Le tiraillement constant entre ces deux pôles ne se fait pas sans frictions. Ainsi les attentats terroristes dans la ville de Casablanca le 16 mai 2003 sont une manifestation directe de ces tensions.

2.2 Le système de partis politiques

Le système de partis politiques au Maroc est l'exemple même d'un excès de multipartisme. Ainsi, 27 partis politiques sont présentement légalement enregistrés et reconnus par le pouvoir. Cette multitude s'explique par les nombreuses scissions que les partis de bases subissent constamment. Ces scissions reviennent à la particularité

⁴⁴ Labari, B. Recettes islamiques et appétits politiques. P : 29

de la culture politique marocaine. Cette culture place l'homme avant le parti, autrement dit, le leader demeure l'atout principal du parti politique marocain. Quand deux leaders se retrouvent dans le même parti, une scission est imminente. De ce fait, les majorités se constituent toujours autour d'une coalition, car nul parti ne peut se targuer d'avoir un électorat assez important.

Ainsi, le multipartisme marocain n'est pas comme le penserait Sartori, à savoir qu'il serait dû au libéralisme⁴⁵. Il n'est pas non plus un reflet de l'extrême polarisation de la société. Toutefois, le système ne semble pas s'effondrer pour autant comme pourrait le prédire Sartori. Il ne faut pas oublier que le roi Hassan II tenait à ce multipartisme, car au lendemain de l'indépendance du pays, les partis nationalistes (partis de masses) étaient devenus trop importants. On pourrait dire que la forte présence régulatrice du makhzen s'est efforcée de maintenir le pluralisme. Il semblerait qu'ironiquement le manque de transparence et de démocratie soit responsable du maintien de l'équilibre fragile du système. Cependant, la question se pose aujourd'hui sur l'avenir de ce système, maintenant que le nouveau roi semble donner des signes de libéralisme politique.

2.2.1 La répartition selon l'axe Gauche/Droite

Les systèmes de partis politiques ont toujours été analysés selon l'axe Gauche/Droite. Cette séparation classique est une manifestation des différentes valeurs idéologiques prévalentes dans le système. Ainsi, la gauche émerge comme étant une idéologie plus proche du peuple d'en bas et visant à promouvoir des valeurs sociales d'équité et de redistribution des ressources, tandis que la droite devient un

⁴⁵ Voir Sartori, Giovanni.1976. Parties and Party systems: A Framework for Analysis. New York: Cambridge University Press.

hymne à la continuité de la suprématie des classes sociales privilégiées, ainsi qu'à un désir de renouer avec un pouvoir plus autoritaire.

Afin d'effectuer une analyse spatiale, il serait important de placer les différents partis politiques selon un axe allant de la gauche à la droite. Aux dernières élections législatives, les partis politiques marocains se sont livrés à une bataille sans précédent. A vrai dire, ces élections de 2002 ont été pour le Maroc un tournant décisif dans le processus de démocratisation. En effet, elles ont eu la particularité d'être complètement démocratiques, la transparence fut le mot d'ordre, et de sévères mesures ont été prises afin de palier à toute tentative de fraude. Au sortir de ces élections, les partis politiques se sont classés comme suit :

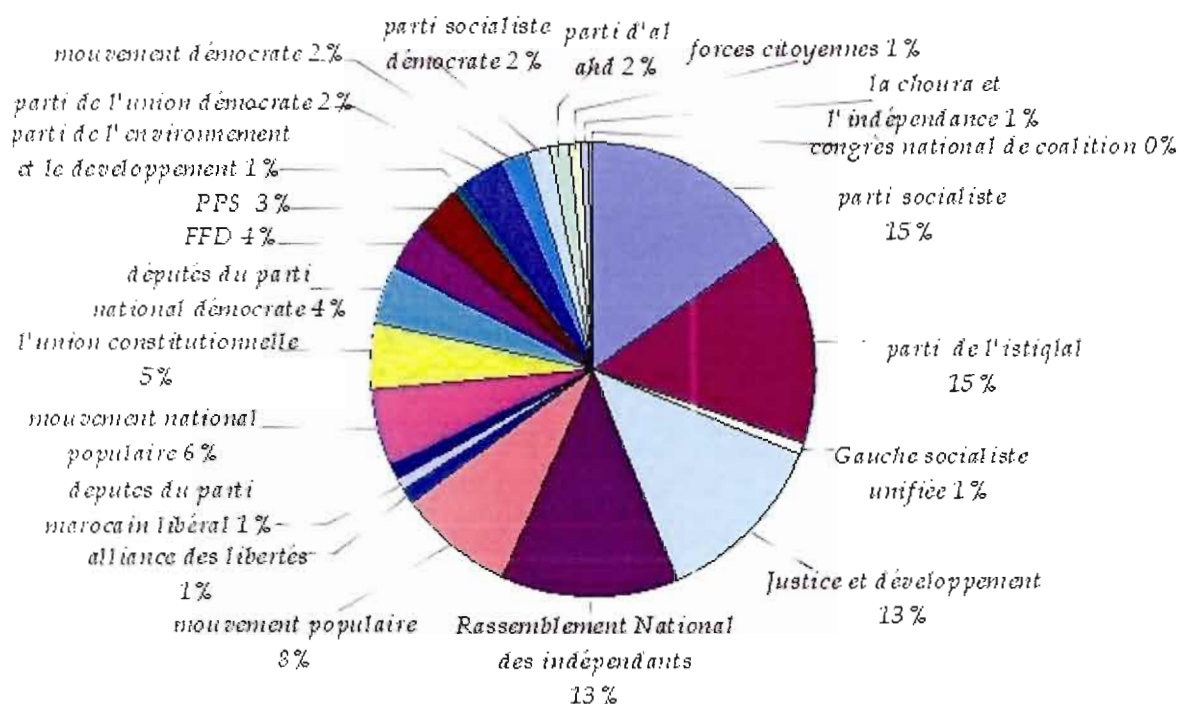


Figure 2.1 Résultats des élections législatives de 2002, en pourcentage.⁴⁶

⁴⁶ Résultats du Ministère de l'Intérieur. Gouvernement du Maroc.

A cause de la multitude des partis présents sur la scène politique au Maroc, nous avons décidé de n'inclure dans cette analyse spatiale que ceux ayant obtenue plus de 9 sièges lors des dernières élections législatives (en septembre 2002). Ces partis sont :

- **PPS** (Parti du Progrès et du Socialisme) :

Parti considéré comme l'héritier légitime du Parti Communiste Marocain fondé en 1943 et interdit en 1959. Le PPS a abandonné la doctrine communiste en 1995. Il demeure cependant un parti de gauche dont la base électorale est urbaine et cultivée. Il a obtenu 11 députés en 2002 (contre 9 en 1997).

- **USFP** (Union Socialiste des Forces Populaires) :

Parti socialiste né en 1975 d'une scission de l'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), qui a longtemps été le fer de lance de l'opposition au roi. Première force politique marocaine depuis le début des années 1990, vainqueur des législatives de 1997 (13,9 % des voix et 57 sièges) et de celle de 2002 (50 sièges). Son président Abderrahame Youssoufi (récemment démissionnaire, Mohamed Elyazghi prit la relève jusqu'en 2008 à la tête du parti) a été nommé Premier Ministre en 1998, après avoir été condamné à mort puis exilé pendant de nombreuses années. Ce fut le premier geste du pouvoir envers la gauche dans toute l'histoire du pays. L'USFP a déçu sa base militante, qui l'accuse d'avoir cédé au système et d'avoir participé au maintien du statu quo.

Lors du VI^e congrès d'avril 2001 (le précédent avait eu lieu en 1989) de forts désaccords ont émergé entre le parti et la CDT (Confédération Démocratique du Travail), le second syndicat marocain après l'JMT (Union Marocaine du Travail) traditionnellement lié au parti, comme avec la Jeunesse Socialiste, (la branche jeunesse de l'USFP). Une faction du parti dite « Fidélité à la démocratie » a

carrément décidé de boycotter le congrès réclamant l'instauration d'une monarchie parlementaire.

○ **PJD** (Parti de la Justice et du Développement) :

Un parti islamiste « modéré », refusant la violence (mais qui prône tout de même l'application, à terme, de la *chariàa* au Maroc). Le parti est très populaire et rassemble un électorat très large. Le PJD serait même le premier parti marocain s'il n'avait pas cédé aux pressions du Palais visant à lui faire limiter son nombre de candidatures.

Les législatives de 2002 ont été un grand succès : 42 élus (contre 14 en 1997) alors qu'il n'a été autorisé à présenter des candidats que dans la moitié des circonscriptions. Depuis avril 2004, le PJD est dirigé par Saâd Eddine Othmani (psychiatre et diplômé de droit islamique). Il a succédé à Abdelkrim Khatib (ancien compagnon politique de Aherdane) et incarne la ligne officielle du parti respectueuse de la sacralité du trône alaouite.

L'Istiqlal (Parti de l'Indépendance):

Parti nationaliste, démocrate mais plutôt conservateur. C'est le grand mouvement de libération arabo-islamiste fondé en 1943 par le militant nationaliste Allal El Fassi (son dirigeant jusqu'en 1974) avec le parrainage du futur Hassan II. Il a participé à des gouvernements dans les années 1970, 1960 et 1980, puis s'est allié à l'USFP, la principale force de l'opposition. Aux législatives de 2002, il a obtenu le deuxième meilleur score avec 48 élus, améliorant ainsi nettement ses positions (32 députés en 1997). Depuis 1998, l'Istiqlal est dirigé par Abbas El-Fassi (actuel Premier Ministre), qui s'est efforcé de démocratiser le fonctionnement interne du parti, notamment en imposant un quota de 20 % de femmes parmi les cadres, y compris au bureau politique.

○ **MP** (Mouvement Populaire) :

Fondé en 1957 par Mahjoubi Ahardane son président actuel est Mohand Laensar. Le roi s'était appuyé sur cette formation pour contrer l'Istiqlal et l'USFP. Ce parti a subi un net revers aux législatives de 2002 : 27 députés (contre 40 élus en 1997).

○ **FFD** (Front des Forces Démocratiques) :

Ce jeune parti centriste a été fondé en 1997. Il est le résultat d'une scission opérée au sein du PPS. Son secrétaire général, Thami Khyari, a appartenu aux deux gouvernements Youssoufi. Ses premières législatives ont été un succès : 12 députés élus.

○ **MNP** (Mouvement National Populaire) :

Créée en 1991 par Mahjoubi Aherdane après avoir été évincé de la direction du MP, ce parti est lui aussi le résultat d'une scission opérée au sein du MP. Avec 18 députés élus en 2002 (contre 19 en 1997), il conserve ses positions.

○ **PND** (Parti National Démocratique) :

Né en 1980 d'une scission au sein du RNI (Rassemblement National des Indépendants) : 12 députés (contre 10 en 1997). Il est dirigé par Abdellah Kadiri, un ancien colonel de l'armée.

○ **MPCD** (Mouvement Populaire Constitutionnel et Démocratique) :

Islamistes modérés, surnommés les « islamistes du Palais », ce petit parti a opéré une percée notable en novembre 1997 : 4,3 % des voix et 9 députés.

Autrefois petit parti proche du makhzen, il s'est ouvert récemment au courant islamiste modéré (PJD) à qui il offre son étiquette.

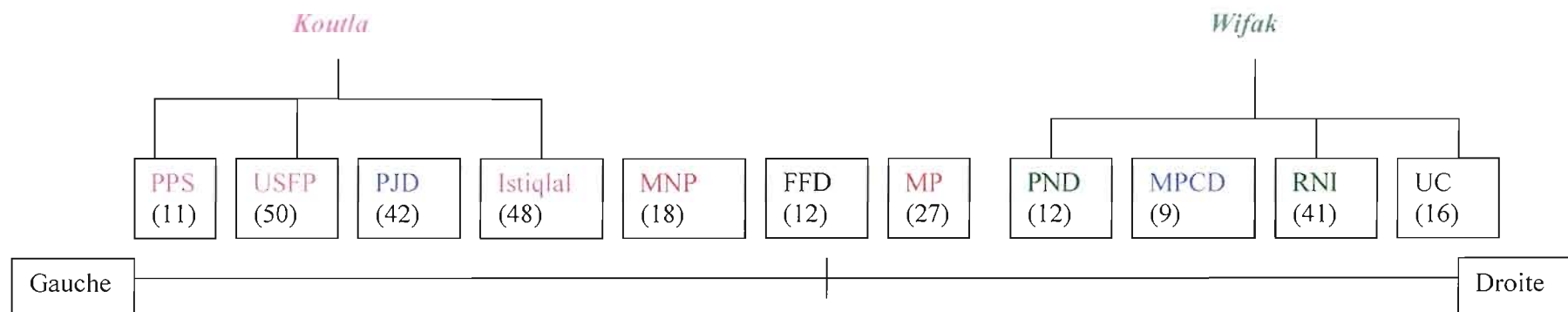
○ **RNI** (Rassemblement National des Indépendants) :

Parti de droite, créé de toute pièce par le Palais à la fin des années 1970 et dirigé à l'époque par Ahmed Osman, beau-frère du roi Hassan II, le RNI, qui représente la bourgeoisie industrielle et commerçante, a obtenu 41 sièges aux législatives de 2002 (contre 46 en 1997).

○ **UC** (Union Constitutionnelle) :

Parti de droite, est fondé par un ex premier ministre, Maati Bouabid, sur ordre du Palais en 1983, afin d'élargir l'assise populaire du pouvoir lors des élections de 1984. L'UC, dirigée à l'époque par Mohamed Jalal Essaïd, s'est effondré aux législatives de 2002 : 16 sièges (contre 50 sièges en 1997 et beaucoup plus à l'époque de sa création). C'est presque le seul parti qui a toujours eu un discours néolibéral sur les questions économiques. Ce parti est actuellement dirigé par Mohamed Labied.

Le schéma suivant représente une modélisation spatiale du système de partis politiques au Maroc. Cette modélisation a été effectuée en s'appuyant sur les diverses plateformes de ces partis et en prenant en considération leurs fondements idéologiques.



Légende :

	La Koutlah al demokratiya ou « bloc démocratique », elle réunissait les partis de l'opposition d'avant 1999
	Wifak ou « entente ». Elle regroupe les « partis du palais » appelés ainsi car créés par le pouvoir à l'époque de Hassan II.
	Les partis berbéristes.
	Les partis islamistes.

Figure 2.2 Répartition des partis politiques⁴⁷ selon l'axe Gauche/ Droite.

⁴⁷ Partis politiques marocains ayant obtenus plus de 9 sièges aux élections tenues en 2002

2.2.2 La répartition selon l'axe modernité/tradition

Le paramètre islamiste dont nous avons discuté les facettes a réussi à polariser le système politique. En effet, l'opposition des deux pôles caractérisant ce clivage s'est exprimée politiquement. De ce fait, un second axe s'est imposé à cette analyse spatiale, nous permettant ainsi d'appréhender la réalité en termes bidimensionnels. Pour mieux saisir les enjeux de cette opposition, nous avons introduit au système des organisations qui influent grandement sur le système des partis. Ces organisations sont :

Al Adl Wal Ihssane (Justice et Bienfaisance) :

Il s'agit là de la plus importante des organisations islamistes actives au Maroc. Elle n'a pas été autorisée à se transformer en parti politique en raison de son refus quant à la reconnaissance du système politique au Maroc, de la commanderie des croyants attribuée au roi et de la constitution. Elle revendique un régime de *Califat*, forme de pouvoir proche de celui des religieux (*mollah*) en Iran. Bien qu'elle ne soit pas autorisée à former un parti politique, elle est active et visible sur le terrain de l'action politique, à travers ses manifestations, déclarations et prises de positions; mais ne se présente pas aux élections. Prenant à contre-pied les islamistes algériens qui ont dérivé vers la violence, elle mise sur une islamisation progressive et en profondeur de la société marocaine, notamment par le biais de ses actions de bienfaisance auprès des populations défavorisées.

Parmi les axes prioritaires de pénétration du mouvement figure en bonne place le monde étudiant, que les partisans de cette mouvance sont parvenus à pénétrer avec une grande efficacité. La section étudiante de Justice et Bienfaisance a pris le contrôle

de la plupart des corporations universitaires et tenté, en février 2002, une main mise sur l'UNEM (l'Union Nationale des Étudiants du Maroc). Nadia Yassine, la fille du leader de cette organisation, fait figure de porte-parole du mouvement. Au début des années 1980, elle fut la première femme à porter le foulard islamique à l'université de Fès.

Aux yeux d'une partie des intellectuels marocains⁴⁸, Justice et Bienfaisance pèse davantage que le PJD. Entre les deux formations, les différences sont moins idéologiques que tactiques. Le PJD apparaît sur certains thèmes de société comme moins rigide que Justice et Bienfaisance, mais tous défendent un modèle de société obéissant à la loi islamique.

Salafia Jihadia (Salafistes Combattants) :

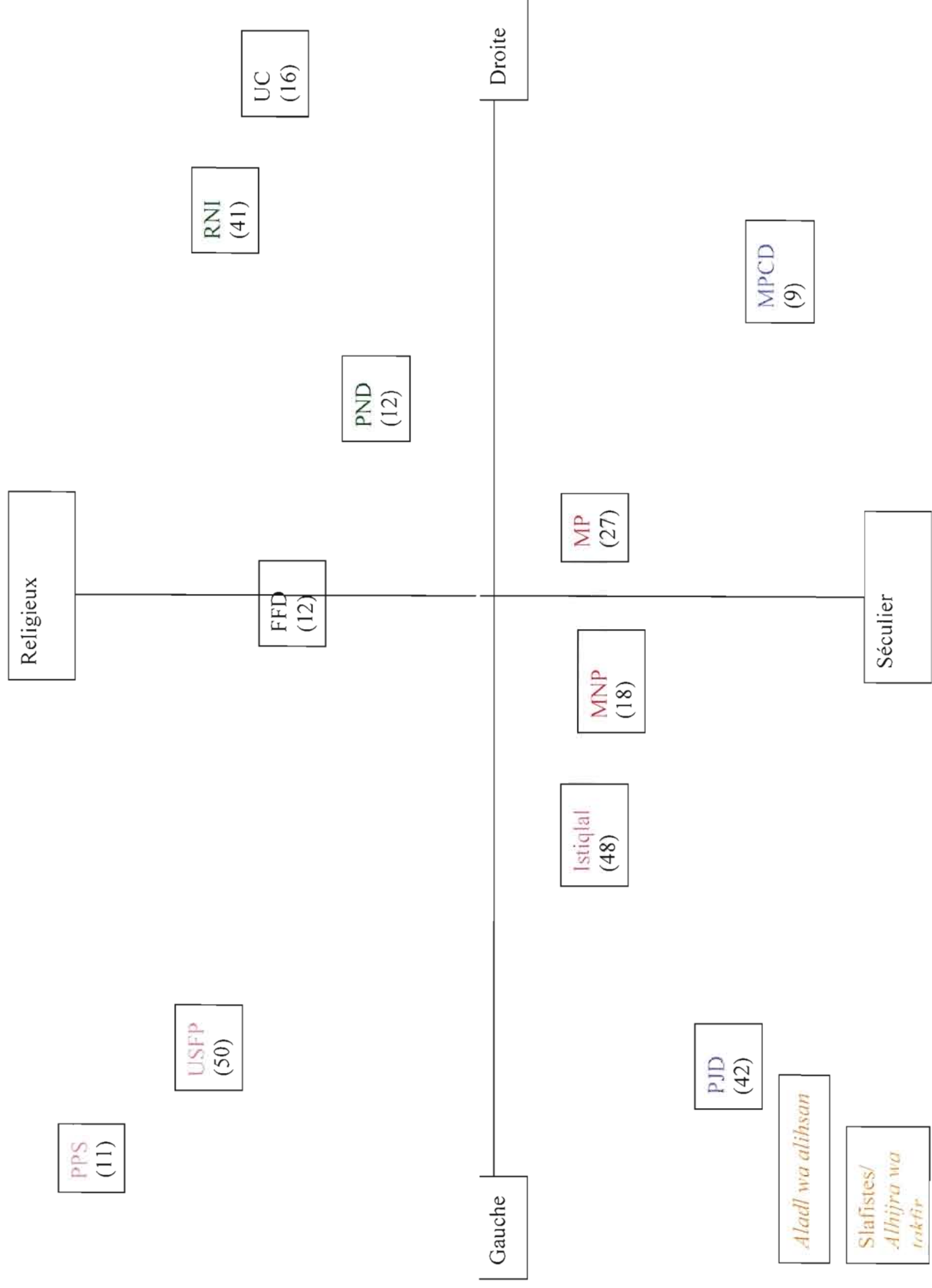
Groupuscule islamiste radical, il regroupe les responsables des attentats terroristes du 16 mai 2003. Il prône un retour à l'islam orthodoxe et se sent investi de la mission divine de rétablir l'ordre dans la société marocaine, corrompue à leurs yeux par les moeurs occidentales.

Al-Hijra Wal-Takfir (Apostat et Pèlerinage):

Organisation islamiste orthodoxe, estimant que toute action ou activité, même illégales au regard de la loi, est permise au nom du rétablissement de la foi originelle. Ce groupe a été accusé de six meurtres depuis 1998.

Ainsi la figure 2.3 illustre la répartition spatiale du système politique marocain selon les deux axes introduits, incluant par ailleurs les organisations influentes.

⁴⁸ Voir Tozy. Op.cit



	<i>La Koutlah al demokratiya</i> ou « bloc démocratique », elle réunissait les partis de l'opposition d'avant 1999.	
	Wifak ou « entente ». Elle regroupe les « partis du palais » appelés ainsi car créés par le pouvoir à l'époque de Hassan II.	
	Les partis berbéristes.	
	Les partis islamistes.	
	Les organisations islamistes.	

Figure 2.3 : Répartition des organisations politiques les plus importantes selon l'axe Gauche/Droite et l'axe Religieux/ Séculier.

La neutralité des deux axes permet en effet de mieux saisir les coalitions probables. La question des coalitions s'est notamment posée lors de la formation du dernier gouvernement. Vu l'avancée importante du PJD (islamiste) la question de la répartition des ministères entre les différents partis ayant obtenu les plus grands nombres de sièges au parlement devint un vrai problème. Craignant un rapprochement entre le PJD, le MP et le MNP, les socialistes de l'USFP ont dû trahir leurs coalitions traditionnelles avec le PPS et se tourner vers l'Istiqlal. Cette coalition inattendue a permis de contrecarrer la menace islamiste. Ainsi la formation du gouvernement fut exempte de membres du PJD. Cela dit, la réaction à cette coalition fut plus virulente que prévue. En effet, la base militante de l'USFP, qui n'était déjà plus contente du parti, perçut cela comme l'ultime trahison.

Cette perte momentanée de crédibilité démontre à quel point l'axe modernité/tradition est important. En effet, une coalition entre l'USFP et le PPS était considérée comme normale et naturelle, et même un rapprochement avec les partis centristes comme le FFD aurait pu être accepté. Par contre, se tourner vers les traditionalistes a été mal accueilli. Cependant, la colère fut de courte durée, car après les attentats terroristes du 16 mai 2003 et les nombreux meurtres perpétrés par des groupes islamistes extrémistes, la peur a remplacé tout sens de logique politique. Les électeurs de l'USFP se sont rangés de l'avis du parti en se disant que tout type de gouvernement, de quelque obédience politique qu'il soit, valait mieux qu'un gouvernement fondamentaliste.

La coalition inattendue semble maintenant normale, comme une nécessité face à un danger réel. Ce phénomène pourrait être attribué au climat de crise planétaire face aux questions de fondamentalisme religieux. Il serait donc possible de voir s'effacer les lignes divisant les partis, en temps de crise profonde.

Afin de mieux saisir le phénomène, il faudrait pouvoir étudier les préférences de l'électorat en temps normal et les comparer aux résultats en temps de crise. Cependant, on pourrait avancer l'hypothèse selon laquelle la volatilité de l'électorat peut s'accroître en temps de crise, et ce malgré un clivage important. Cette affirmation pourra recevoir un début de confirmation ou être invalidée lors des prochaines élections législatives qui auront lieu au cours du mois de septembre 2007.

CHAPITRE III

ANALYSE DES DONNÉES

Dans ce chapitre, nous allons explorer les résultats de notre enquête de terrain effectuée auprès de l'échantillon déterminé des partis politiques marocains. Dans un premier temps, nous allons nous pencher sur le positionnement de ces partis selon un axe horizontal allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Nous analyserons alors la signification de ce placement et comparerons les partis selon leur place respective. En deuxième lieu, nous placerons ces mêmes partis selon un axe vertical allant du religieux au séculier. Nous analyserons alors nos résultats en fonction des emplacements des partis. Enfin, nous placerons les partis politiques dans un espace bidimensionnel déterminé par les deux axes mentionnés précédemment. Aussi, nous analyserons les implications des positionnements des partis selon les deux axes. Nous évaluerons aussi la signification de ces emplacements sur les axes, en fonction des informations que nous avons pu obtenir sur ces partis politiques. Pour conclure ce chapitre, nous considérerons l'ensemble de nos résultats afin de déterminer les cas singuliers et atypiques que nous essayerons d'analyser pour mieux les comprendre.

3.1 L'axe Gauche\ Droite

Les questions posées au cours du questionnaire se divisent en quatre parties distinctes. Pour cette première partie de notre analyse, nous considérerons les deux premiers blocs de questions. Ces deux blocs sont composés de huit questions relatives

à l'emplacement des partis sur un axe allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. En se basant sur les résultats de nos calculs, présentés au tableau 3.1, nous avons placé les partis politiques sur l'axe Gauche/Droite, en fonction de leurs scores respectifs. Ceci est illustré à la figure 3.1.

Tableau 3.1 Positionnement Gauche/Droite des partis

	Gauche/Droite
ALAHD	-11
PUD	0
PLM	1
PPS	-18
UC	7
PRD	-13
PED	-18
PSG	-18
PI	-20
PND	-4
RNI	-12
PFC	7
MDS	2
PGSU	-15
MP	6
USFP	-10
PJD	-27

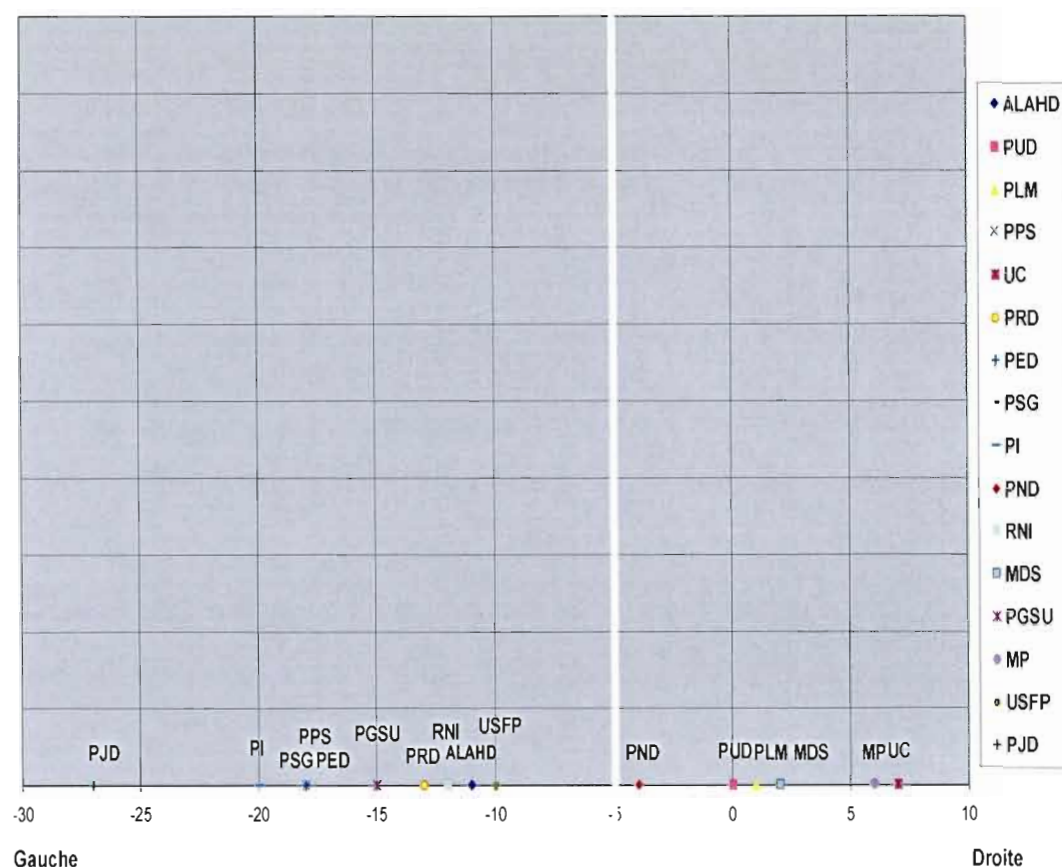


Figure 3.1 Représentation des parties selon l'axe Gauche/Droite

Les résultats obtenus nous permettent d'émettre plusieurs observations. Tout d'abord, il s'avère qu'à l'exception du PJD, aucun parti ne présente un score "extrême". Ces scores se situent entre -27 et 7, sachant que l'axe s'étend de -40 à 40.

Nous constatons également que plusieurs partis réputés pour être de gauche, enregistrent des scores se rapprochant de ceux des partis centristes. C'est ainsi qu'il existe une grande concentration de partis politiques dans ce que nous pouvons définir comme étant le "centre-gauche". Ceci est certainement dû au fait que la population

marocaine étant peu réceptive aux discours extrémistes, les partis en question ont dû se repositionner afin de briguer le maximum de suffrages.

Aussi, nos résultats nous permettent de mettre en évidence qu'il n'existe pas de partis d'extrême-droite au Maroc. En effet, le score maximum enregistré pour les partis en termes de positionnement horizontal vers la droite est seulement de 7. Il s'agit de l'Union Constitutionnelle, parti souvent qualifié de "parti administratif" ou encore de "coquille vide", réputé entre autres pour avoir fourni bon nombre de membres des gouvernements précédents l'alternance de 1998. L'UC, le RNI et le PND sont tous les trois des partis dits 'du palais', ainsi nommés pour leur rapprochement de la sphère monarchique sous le régime du roi défunt Hassan II.

Il leur est également souvent reproché de n'être que des créations du pouvoir dans sa volonté de contrôler la sphère politique. Depuis 1998, et plus récemment avec l'avènement du roi Mohammed VI, ces partis ont dû se convertir à des politiques plus réalistes, dans un système plus démocratique où les suffrages comptent véritablement.

Selon nos hypothèses présentées au premier chapitre, la droite marocaine aurait dû être représentée par le RNI, le PND et l'UC. Nous constatons cependant que le RNI et le PND marquent des scores plus à gauche que prévus. Venant de partis qui s'autoproclament de droite et ayant appartenu au bloc du *Wifaq* (bloc droitiste), ce score est pour le moins intrigant et suscite certains questionnements.

Cependant, il est intéressant de noter que le RNI a obtenu 46 sièges en 1993 contre 41 en 2002. En temps normal, cela pourrait être perçu comme une défaite, mais il est nécessaire de noter qu'en 1993, les élections ont manqué de transparence, et que le RNI, étant proche du pouvoir, a su tirer avantage de ce état de fait, alors qu'en 2002, le résultat obtenu est une manifestation directe des suffrages et donc de la volonté populaire. Le RNI ayant compris l'enjeu des nouvelles élections, il a su rendre son programme plus proche du peuple, donc plus attrayant en termes d'idéaux

gauchistes. Aussi, face à la bataille que se livrent les deux partis les plus populaires (le PJD et l'USFP) dans les milieux urbains, le RNI a quant à lui préféré se concentrer sur le milieu rural pour obtenir le plus de voix possible. Cela explique sans doute le relatif glissement de ce parti vers la gauche.

Quant à l'Union Constitutionnelle, qui a obtenu 50 sièges en 1993, elle n'en obtient que 16 lors des élections de 2002. Cette défaite est sûrement due à un manque de clairvoyance de ce parti, qui n'a pas su s'adapter à un cadre social en constante évolution. En 1993, il était facile pour l'UC de profiter des manipulations des résultats des élections en sa faveur. En effet, il était de notoriété publique que ce parti profitait de la corruption du système pour obtenir des scores élevés, tandis qu'en 2002, sa véritable côte de popularité fut révélée au grand jour par la volonté populaire, exprimée à travers les suffrages, à un moment où le makhzen n'avait plus besoin de lui pour contrer l'opposition.

Le parti se situant le plus à gauche n'est autre que le PJD, parti qui suscite la controverse pour sa revendication de la cause islamiste. Ce parti est populaire en majeure partie grâce à ses actions caritatives et son caractère jeune et dynamique. Cela dit, le nombre élevé de suffrages que ce parti relativement jeune a remporté semble être principalement dû à un vote sanction, pratiqué par la population marocaine désabusée par la multitude de partis existants. Lors des législatives de 2002, le PJD avait accepté de ne se présenter que dans un nombre restreint de circonscriptions. Cette contrainte, imposée par le pouvoir *makhzien*, laisse envisager une victoire islamiste importante lors des prochaines élections si elle est levée.

De plus, nous ne pouvons que constater que le parti dit religieux est situé plus à gauche que le parti officiellement et historiquement socialiste qu'est l'USFP. Cet état de fait, bien que curieux, trouve son explication dans la nature même de la

religion islamique. L'islam en tant que religion prône la répartition équitable des richesses, la participation de toutes les sphères de la population à la gouvernance, ainsi que la création d'un état providence juste et équitable. Ces prescriptions trouvent souvent écho dans le socialisme, mais depuis l'avènement de l'USFP au pouvoir en 1998, le parti socialiste a modéré grandement ses tendances de parti de gauche afin de mieux servir le pouvoir. De plus, le PJD rallie les classes populaires grâce à un discours populiste qui trouve des échos favorables parmi les jeunes et les milieux défavorisés.

3.2 L'axe Religieux/Séculier

Afin de positionner les partis sur un second axe, nous avons considéré nos deux derniers blocs de questions. Ces deux derniers blocs comprennent huit questions se référant au positionnement sur un axe Religieux/Séculier. Cet axe est représenté verticalement afin de faire la distinction avec notre axe principal Gauche/Droite. En se basant sur les résultats de nos calculs, présentés au tableau 3.2, nous avons placé les partis politiques sur l'axe Religieux/Séculier, en fonction de leurs scores respectifs. Ceci est illustré à la figure 3.2.

Tableau 3.2 : Positionnement Religieux/Séculier des partis

	Religieux/Séculier
ALAH	-36
PUD	-11
PLM	3
PPS	-18
UC	-9
PRD	1
PED	-18

PSG	-23
PI	19
PND	1
RNI	-8
PFC	-16
MDS	-1
PGSU	-27
MP	-27
USFP	-6
PJD	21

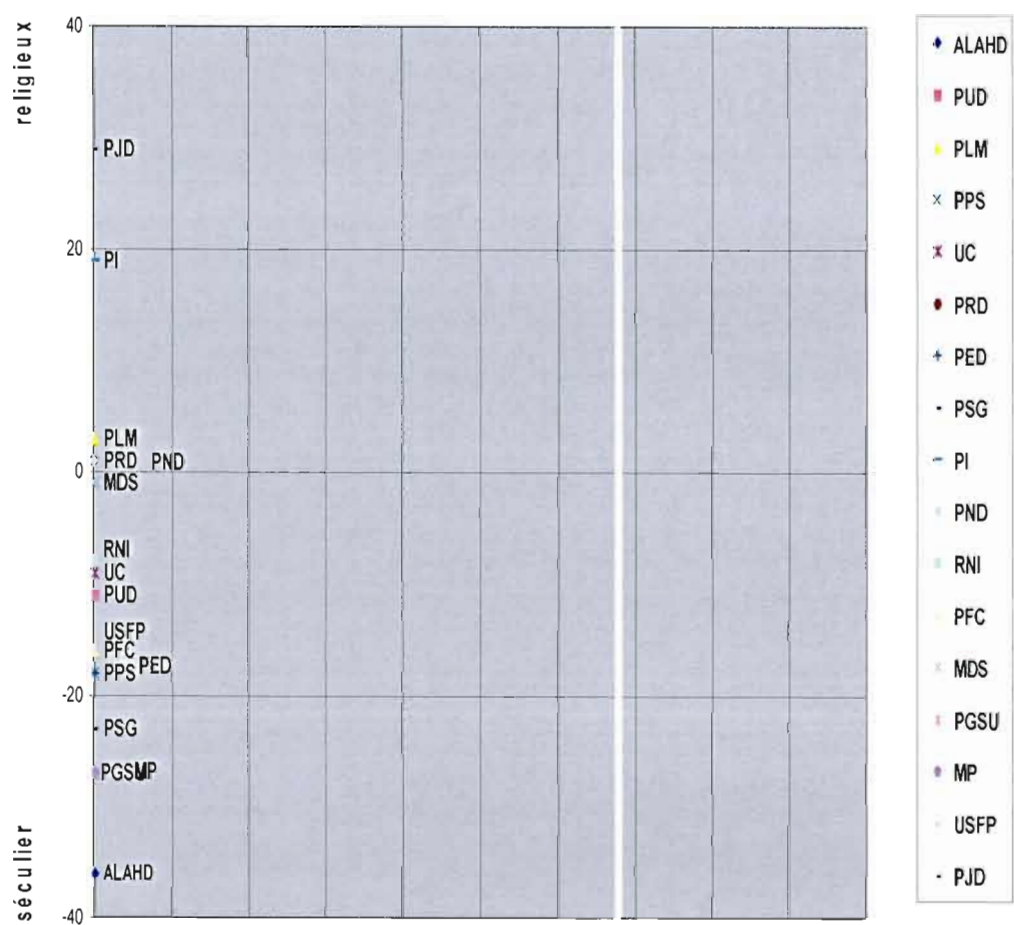


Figure 3.2 Représentation des partis selon l'axe Religieux/Séculier

Les résultats illustrés nous permettent d'émettre plusieurs observations. Tout d'abord, il est intéressant de noter que la grande majorité des partis tendent vers le séculier, et ce malgré une nette accumulation vers le centre. Ce phénomène nous semble intéressant car les partis politiques vont rarement s'autoproclamer laïcs ou séculiers dans leurs discours. Cela s'explique par la nature de l'électorat marocain. En effet, les marocains sont musulmans, et étant donné que leur religion fait partie intégrante de leur identité, un parti se proclamant laïc n'aurait aucune base sympathisante. Cela dit, l'intensité du discours religieux est très variable selon les partis.

Pour ce qui est de la tendance des partis à migrer vers le pôle séculier sans pour autant se déclarer ouvertement laïcs, il semblerait que l'émergence d'organisations islamiques comme *al adl wa al ihsane* ou *la salafiya jihadya*, y soit pour beaucoup. En effet, ces organisations monopolisent le discours religieux au Maroc. Elles sont actives aux plans humanitaire et social et monopolisent les sphères de la philanthropie. Les partis politiques ont quant à eux dû se différencier de ces organisations afin de pouvoir exister officiellement. Les organismes cités sont lourdement encadrés par les pouvoirs publics. Ainsi, aucune de ces organisations ne peut se constituer en parti politique. De plus, le PJD lui-même se doit de se dissocier de ces organisations, et ce afin d'assurer sa continuité et sa pérennité.

Nos résultats nous permettent aussi de constater que le PJD obtient le score le plus élevé quant à ses tendances religieuses. Ce n'est pas vraiment une surprise car il est le parti islamiste officiel. Quand au parti se trouvant à l'opposé de cette tendance, il s'agit de ALAHD, parti relativement jeune, créé en 2002 et constitué notamment de technocrates. Ayant obtenus 5 sièges aux élections de 2002, ce parti n'est nullement en mesure de concurrencer les "super partis" tels que l'USFP, le PPS ou encore le PJD.

Sur la question de la religiosité des partis, il semblerait que la polarisation soit assez faible. En effet la majeure partie de ces organisations se retrouve au centre de notre axe. C'est parfaitement explicable par le manque de polarisation de l'électorat. Bien que la religion soit un enjeu important dans la vie politique marocaine, une prise de position radicale sur le sujet risque de faire fuir un électorat surexposé aux questions d'islamisme. D'un côté il y a le climat mondial et la peur face aux mouvements islamistes, et d'un autre côté on constate que les peuples musulmans se rallient autour de la religion face aux attaques étrangères qui les pointent du doigt à l'occasion de chaque événement terroriste. Ce phénomène a fini par créer deux types de partis, ceux qui ont choisi de miser sur la religion et ceux qui ont tempéré leur discours.

3.3 Regroupement des deux axes

Afin de mieux cerner notre problématique, nous avons décidé de regrouper les deux axes sur un même schéma. Notons que les axes Gauche/Droite et Séculier/Religieux sont indépendants l'un de l'autre. Nous avons vu que les tendances des partis en termes de positionnement sur un axe ne dépendent nullement de leur positionnement sur l'autre. Ainsi nous avons regroupé nos scores comme le démontre le tableau 3.3, et nous en avons fait une représentation graphique illustrée à la figure 3.3.

Tableau 3.3 : Positionnement Gauche/Droite et Religieux/Séculier des partis

	G/D	R/S
ALAH	-11	-36
PUD	0	-11
PLM	1	3
PPS	-18	-18
UC	7	-9
PRD	-13	1
PED	-18	-18

PSG	-18		-23
PI	-20		19
PND	-4		1
RNI	-12		-8
PFC	7		-16
MDS	2		-1
PGSU	-15		-27
MP	6		-27
USFP	-10		-6
PJD	-27		21

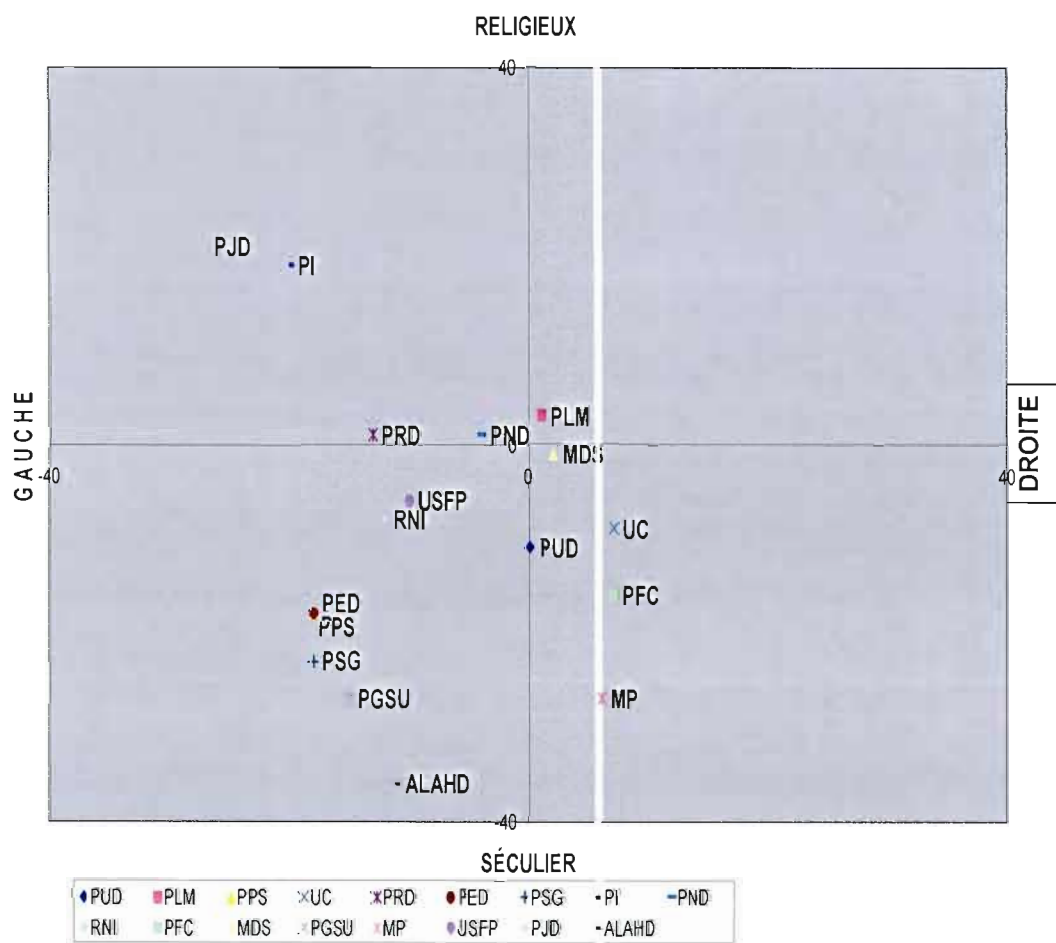


Figure 3.3 Représentation des partis selon les deux axes Religieux/Séculier et Gauche/Droite

En regroupant les deux axes nous avons pu placer les partis politiques étudiés selon leurs tendances de gauche ou de droite et leurs tendances religieuses ou séculières. Ainsi, nous pouvons diviser la figure en quatre cadrans. Le premier quadrant regroupe les partis de gauche à tendance religieuse, le deuxième cadran comporte les partis de droite à tendance religieuse, le troisième cadran quant à lui est composé des partis de gauche à tendance séculière et finalement le quatrième cadran rassemble les partis de droite à tendance séculière.

De prime abord, il serait intéressant de noter que les deux cadrans comportant le plus de partis politiques se trouvent être le troisième et le quatrième. Il semblerait que les partis politiques tendent plus vers le séculier avec une légère tendance vers le gauchisme. Ceci dit, certains de ces partis ont des programmes clairement gauchistes, mais il semblerait que concernant l'action concrète de ces partis, les politiques centristes soient les plus prônées. Le centrisme évident des partis politiques marocains est un fait voulu. En effet, la population n'étant pas particulièrement polarisée, il est tout à l'avantage d'un parti de se montrer modéré dans ses tendances.

De plus, le Maroc est un pays islamique mais qui cherche à s'ouvrir vers ses partenaires occidentaux. Ainsi, il est de mise de tempérer le discours religieux. Le PJD a été à maintes reprises rappelé à l'ordre par le palais (via le Ministère de l'Intérieur) pour des prises de positions peu conformes aux intérêts du pays, notamment sur des questions de tourisme et de mœurs. Il a même dû réfréner ses ambitions électorales aux dernières élections. Cette politique a eu pour effet de pousser les autres partis vers une sécularisation marquée.

En regroupant les deux axes, il nous est apparu que les "super partis" se retrouvent dans les mêmes cadrans. En effet, le troisième cadran (Gauche/Séculier) comporte l'USFP, le RNI et le PPS (respectivement 50, 41 et 11 sièges en 2002). Les deux « supers partis » restant se retrouvent tous les deux dans notre premier

cadran (Gauche/Religieux), le PJD et le PI (ayant obtenu quant à eux respectivement 42 et 48 sièges). Nous pourrions donc en conclure que la majorité de l'électorat se trouve comprise entre le premier et le troisième cadran.

CONCLUSION

Ce travail de recherche a porté sur la répartition spatiale selon deux axes des principaux partis politiques au Maroc. Les principaux objectifs de cette étude étaient de déterminer tout d'abord quels étaient les axes à considérer pour étudier les positionnements des partis, puis de placer les partis marocains étudiés sur ces axes.

Une étape importante de cette recherche a été la définition d'un cadre conceptuel à partir duquel les hypothèses de recherche devaient être élaborées. La seconde étape fut d'entreprendre une étude de terrain afin de tester ces hypothèses. Pour ce, nous avons déterminé un échantillon composé de 17 partis politiques pour effectuer notre étude de terrain. Le principal critère de sélection considéré fut l'importance relative des partis sur la scène politique marocaine ainsi que leurs représentativités dans les chambres du parlement et des différentes autres institutions politiques.

Nous avons utilisé un questionnaire, qui fut rempli par les leaders de ces partis, afin de déterminer l'emplacement de ces derniers sur nos deux axes. Le choix de ces axes a été déterminé selon la littérature que nous avons consultée lors de l'élaboration de ce travail de recherche. Au cours de cette partie de notre recherche, nous avons pu constater l'importance des enjeux Gauche/Droite et Religieux/Séculier.

Nous avons donc choisi de combiner ces deux axes après avoir déterminé leur indépendance l'un de l'autre. Cela nous a permis de créer un modèle d'analyse qui se base sur une représentation graphique bidimensionnelle. Les deux axes Gauche/Droite et Séculier/Religieux sont complètement indépendants, ainsi un parti

de gauche peut être séculier ou religieux autant qu'un parti de droite. De façon analogique, un parti religieux peut être de gauche ou de droite autant qu'un parti séculier. L'analyse des points de vues exprimés par les répondants, chefs de leurs formations politiques, ainsi que la lecture des programmes électoraux présentés par ces différentes formations, nous ont amenés à nous prononcer sur cette réalité du contexte politique au Maroc.

Notre analyse des données collectées nous a conduits aux conclusions suivantes :

Tout d'abord, pour ce qui est du premier axe étudié, après avoir placé les partis selon leurs tendances Gauche/Droite, nous avons constaté que la majorité des partis se situaient à gauche. Parmi les résultats les plus significatifs, il est apparu que le PJD (parti islamiste) se situe à l'extrême gauche, démentant ainsi la croyance qu'un parti religieux ne pouvait être que de droite ou d'extrême droite.

Aussi, nous avons pu constater qu'il n'existait pas de véritable droite dans la mesure où même les partis réputés pour être traditionnellement de droite, et qui sont considérés comme tels dans les sphères politiques, se situaient plutôt au centre de l'axe que nous avons construit au cours de cette étude.

Au niveau de l'axe Séculier/Religieux, l'étude a également révélé qu'une majorité de partis politiques étudiés tendent vers le séculier, avec une tendance de positionnement au centre. Ce résultat est particulièrement significatif dans la mesure où aucun parti politique marocain ne tient de discours laïc ou se proclame comme tel.

Par ailleurs, après avoir intégré les deux axes dans un même graphique (comportant quatre cadrans) pour créer notre modèle final d'analyse, il s'est avéré que les cadrans comportant le plus grand nombre de partis politiques sont les cadrans

Gauche/Séculier et Droite/Séculier. Il est apparu que les ‘‘super partis’’, quoique ayant des discours totalement antinomiques et idéologiquement inconciliables, se retrouvent dans les mêmes cadrans.

Ces résultats obtenus peuvent être expliqués par le fait qu’au Maroc, une grande proportion des partis politiques sont issus de scissions successives des deux partis historiques, à savoir l’Istiqlal et L’Union Socialiste des Forces Populaire (précédemment Union Nationale des Forces Populaires, elle-même résultant d’une scission au sein de l’Istiqlal tout au début de l’indépendance du pays). Les idées des dirigeants ne sont donc pas très différentes les uns des autres.

Actuellement, il existe au Maroc une trentaine de partis politiques, formés autour d’individualités ayant, pour une raison ou pour une autre, quitté leur parti originel. La particularité des résultats obtenus s’insère également dans une dynamique marocaine certainement héritée du féodalisme, et qui consiste à ce que les différentes régions du pays soient sous l’emprise de barons locaux, pour lesquels les citoyens votent. Les citoyens votent davantage pour des personnes que pour des programmes ou des visions. Ce phénomène trouve toute son ampleur dans les régions rurales, où l’analphabétisme est encore quasi généralisé. Ces barons, ou encore seigneurs locaux, semblent continuer à jouir d’une certaine notoriété dans la vie politique de leurs fiefs, adhérant tantôt à tel parti, puis le quittant pour un autre en fonction des aléas conjoncturels de la sphère politique. Ceci nous amène également à remarquer qu’au Maroc, le nombre de députés transfuge est sans cesse croissant, les partis politiques pouvant gagner ou perdre une majorité en quelques semaines, voire quelques jours.

En ce qui concerne le nombre élevé de partis politiques que nous avons évoqué précédemment, il s’avère que même s’il est relativement élevé, ces partis ne représentent pas l’ensemble de la population. En effet, avec des idées très similaires, il n’y a pas de réelle innovation en termes de pensée et d’action politiques qui permettraient d’atteindre certaines tranches de la population. C’est d’ailleurs dans ce

contexte que les notables et dignitaires locaux exercent une certaine attirance auprès leurs électeurs; étant riches et généreux lors des campagnes électorales, ils sont assurés de remporter des élections en dépit du manque de programmes ou de visions. A défaut de voter pour un programme, on vote aussi pour des individus qui partagent certaines valeurs avec les électeurs, notamment des valeurs appartenant aux registres identitaire et culturel. Ce fait pourrait être expliqué par l'organisation tribale et clanique qui a historiquement prévalu au Maroc.

La principale contribution de cette étude au niveau théorique et scientifique réside dans le fait que nous avons considéré quatre tendances des partis politiques pour les regrouper au sein du même modèle. Aussi, une autre contribution intéressante de notre étude se situe au niveau du choix du pays. En effet, aucune étude sur le positionnement des partis politiques n'a été à ce jour effectuée au Maroc.

En outre, la problématique étudiée peut être considérée comme étant un sujet d'actualité, puisque les prochaines élections législatives au Maroc auront lieu en Septembre prochain. La donne semble cette année en tout point similaire à celles des années précédentes, sauf qu'un événement majeur a été annoncé il y a de cela quelques mois. Il s'agit du Parti de la Justice et du Développement (PJD) qui a annoncé sa volonté de présenter des candidats dans presque toutes les circonscriptions électorales du Pays. En 2002, le parti s'était contenté de présenter des candidats dans seulement 30% des circonscriptions, et en 2003 il a présenté ses candidats dans seulement 17% des municipalités à l'occasion des élections municipales. Cela a été décidé après que le ministère de l'intérieur eut exercé une pression sur le PJD, afin d'éviter ce qui était alors considéré comme une probable victoire islamiste.

Étant donné les problèmes d'ordres sociaux et économiques que connaissent les tranches défavorisées du pays, et le programme pour le moins agressif et prometteur de changement que le PJD adresse à ces classes sociales, ces élections à

venir pourraient révéler des surprises aux analystes de la scène politique au Maroc. En fait le PJD est actuellement l'un des partis les plus présents sur le terrain, les mieux gérés en termes de démocratie interne et de transparence, et qui brigue les suffrages en présentant son programme de changement, plutôt que de mettre en avant ses ténors. Le PJD joue la carte de la religion d'État, l'Islam, qui prône, à travers ses préceptes aussi bien ceux à portée juridique que sociale, la répartition équitable des richesses, la participation de toutes les sphères de la population à la gouvernance, ainsi que la création d'un état providence juste et équitable.

La probable montée en puissance de cette formation politique suscite bien des craintes dans certaines franges de la société civile marocaine, notamment celles qui militent pour les droits des femmes, et en général celles qualifiées d'"occidentalisées", qui aspirent à vivre dans un pays libre et sans contraintes religieuses. Les principales peurs s'articulent autour des responsabilités ministérielles qui pourraient être confiées au PJD, et par conséquent autour d'un pouvoir, quoique hypothétique, dont il pourrait jouir s'il venait à prendre le pouvoir.

Comme nous l'avions évoqué, les résultats de la présente étude sont pour le moins intéressants dans le contexte politique actuel au Maroc. En effet, les élections approchent, et les partis politiques s'attèlent à s'unir afin d'obtenir une majorité. Ainsi, le Mouvement Populaire et le Mouvement National Populaire ont fusionné pour créer l'Union de la Mouissance Populaire. Un point intéressant à relever est que le MNP était né il y a un peu plus d'une décennie d'une scission du MP. Les frères ennemis se sont donc unis afin de maximiser leurs chances de se maintenir en force au parlement, et de par là même de se maintenir au gouvernement. Les problèmes demeurent cependant de taille puisque plusieurs membres se disputent l'investiture dans certaines circonscriptions.

Un autre point intéressant à observer se situe autour des alliances entre l'Union Démocratique et le Mouvement Démocratique et Social, qui disputeront à l'UMP un électorat principalement rural. Aussi, l'émergence d'un parti travailliste à beaucoup fait les manchettes en 2007 au Maroc. En voulant séduire un électorat jeune et moderniste, le nouveau parti travailliste, qui se réclame comme parti centriste, veut à la fois séduire les électeurs de gauche et de droite, de même que les indécis. Notons au passage que ce parti a été créé et est dirigé par un transfuge de l'USFP, qui a d'ailleurs été membre du gouvernement d'alternance en 1998.

En outre, les deux principaux partis libéraux ont décidé de fusionner en vue des élections législatives. Ainsi, l'Alliance des Libertés et Forces Citoyennes ont fusionné pour créer l'Alliance de la Citoyenneté. Cette nouvelle formation se veut proche du PJD, de par le rapprochement passé opéré entre Forces Citoyennes et le parti islamiste.

L'USFP, l'Istiqlal, le RNI et le PPS, partis impliqués dans les différents gouvernements successifs depuis l'alternance de 1998, semblent également vouloir aborder ces nouvelles élections avec une optique nouvelle en tentant de présenter des programmes thématiques à défaut de sang neuf. En effet, à l'exception du RNI qui devrait élire un nouveau chef durant le mois de mai 2007, les autres partis précédemment mentionnés se présentent aux élections sous le commandement des mêmes chefs qu'en 2002.

La problématique du renouvellement des dirigeants politiques est toute particulière, surtout lorsque l'on sait que 52% de la population a moins de vingt ans, selon une récente étude du Haut Commissariat au Plan Marocain, et que la moyenne d'âge des dirigeants politiques se situe autour de 70 ans. De plus, ces partis en question se présentent aux nouvelles échéances électorales avec un bilan fort contestable au niveau des réalisations de la dernière décennie. Dans cette optique, le

verdict des urnes risquerait de leur être peut favorable. Mentionnons au passage que certains de ces partis se positionnent comme un choix palliatif, une alternative anti-islamiste, afin de représenter aux yeux des citoyens un rempart contre l'islamisme, qui est souvent synonyme d'obscurantisme et d'extrémisme. Les attentats à la bombe de mai 2003 ou encore les récentes explosions d'avril 2007 (n'ayant fait comme morts que les kamikazes eux-mêmes, et un agent de police), sont utilisés comme arguments par nombre de partis politiques qui veulent ainsi récupérer des voix en avançant un discours voulant dire que l'islamisme est synonyme de terrorisme. Les événements à venir nous informerons de la portée de ce type de stratégie politique.

Les observateurs et les membres de la société civile s'accordent à penser que le problème de l'éclatement de la carte politique et l'absence de blocs clairs et distincts entraîne une difficile gouvernance au niveau des institutions politiques. Beaucoup s'accordent à dire qu'une des solutions probables passerait par une féminisation et un rajeunissement des élites politiques, ce qui induirait de facto une meilleure représentativité de la population marocaine.

Cette étude présente cependant certaines limites. En effet, il existe au Maroc plus de 30 partis politiques, tandis que nous n'en avons sélectionné que 17 pour notre échantillonnage. Une étude englobant la totalité des partis pourrait en effet être très intéressante, quoique nous ne pensons pas que les résultats globaux obtenus subiraient une grande variation statistique en termes de tendances, du fait que les idéologies sont sensiblement les mêmes.

Aussi, une étude incluant d'autres variables comme la composition de l'électorat ou d'autres spécificités socioculturelles du pays étudié, comme par exemple la relation du citoyen au dirigeant ou la problématique du rapport du citoyen à la vie politique, pourrait être fort intéressante. Nous pensons également que ce modèle conceptuel pourrait être appliqué dans le cadre d'autres pays présentant ou

pas des caractéristiques commune avec le Maroc. Tous ces différents éléments pris en compte pourraient éventuellement aboutir à des pistes intéressantes de recherche future.

BIBLIOGRAPHIE

Système politique et partis au Maroc

- **Alami M'Chichi**, Houria, 2002. Genre et politique au Maroc : les enjeux de l'égalité hommes, femmes entre islamisme et modernisme. Paris : L'Harmattan.
- **Ben Ali**, Driss . 1989. Changement de Pactes Social et Continuité de l'Ordre Politique au Maroc. Annuaire de l'Afrique du Nord Tome XXVIII, Édition du CNRS.
- **Bencheikroun**, Mohammed. 1990. Jeux et enjeux culturels au maroc. Édition Okad, Casablanca.
- **Bensbia**, Mohamed Najib. 1997. Le Maroc des Chimères : érosion du politique, confusion idéologique, imprécision des valeurs et offensive islamiste. Édition Media Stratégie, Paris.
- **Berramdane**, Abdelkhaleq. 1987. Le Maroc et L'Occident (1800-1974). Éditions Karthala, Paris.
- **Bourqia**, R. El Ayadi, M. **El Harras**, M. **Rachik**, H. 2000. Les jeunes et les valeurs religieuses. Editions EDDIF, Casablanca.
- **Brignon**, J. **Amine**, A. **Boutaleb**, B. **Maennet**, G. **Rosenberger**, B. **Terrasse**, M. 1967. Histoire du Maroc. Hatier, Casablanca.

- **Brouksy, Lahcen.** 2004. La mémoire du temps. Maroc, pays de l'inachevé. Publisud, Paris.
- **Burgat, François.** 1995. L'islamisme en face. La Découverte, Paris.
- **Chaarani, Ahmed.** 2004. La Mouissance Islamiste Au Maroc, Du 11 septembre aux attentats de Casablanca du 16 mai 2003. Edition Karthala, Paris
- **Cuberta fond, Bernard.** 1993. La vie politique au Maroc. L'Harmattan, Paris.
- **Dalle Ignace,** 2004. Les trois rois : La monarchie marocaine de l'indépendance à nos jours. Fayard, Paris.
- **Darif, Mohamed.** 1992. « Al islam As-siyassi fi-l-Maghrib ». (Islam Politique au Maroc). Revue Marocaine de Sociologie Politique.
- **El Aoufi, Nouredine.** 1992. La société civile au Maroc. SMER, Rabat.
- **El Mossadeq Rkia.** 1998. Les labyrinthes de l'alternance. Rupture ou continuité? Casablanca. Distribution Socheppress.
- **El Mossadeq Rkia.** 2001. Les labyrinthes de la transition démocratiques. Casablanca. Distribution Socheppress.
- **Filali –Ansary, Abdou.** 1999. L'Islam est-il hostile à la laïcité? Editions Le Fennec, Casablanca.
- **Labari, Brahim.** 2002. Recettes islamiques et appétits politiques : essai sur les fondements du pouvoir chérifien. Syllepse, Paris.

- **Lamchichi**, abderrahim. 1997. Le Maghreb Face A L'islamisme, Le Maghreb entre tentations autoritaires, essor de l'islamisme et demandes démocratiques. L'Harmattan, Paris.
- **Lugan**, Bernard. 1992 Histoire du Maroc. Critérion, Paris.
- **Monjib**, Maâti. 1992. La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir. L'Harmattan, Paris.
- **Mouhtadi**, Najib. 1999. Pouvoir et religion au Maroc, essai d'histoire politique de la zaouïa. EDDIF, Casablanca.
- **Oved**, Georges. 1984. La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955. Tome 1. L'Harmattan, Paris.
- **Oved**, Georges. 1984. La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955. Tome 2. L'Harmattan, Paris.
- **Palazzoli**, Claude (Ed). 1974. Le Maroc Politique. CNRS, Paris.
- **Rézette**, Robert. 1955. Les partis politiques marocains. Armand Collin, Paris.
- **Royaume du Maroc.** 1997, La Constitution, Lois Organiques Rabat, Imprimerie Officielle.
- **Santucci** Jean-Claude, 2001 Les partis politiques marocains à l'épreuve du pouvoir. REMALD.

- **Tozy**, Mohamed. 2001. Monarchie et Islam politique au Maroc. Presses des Sciences Politiques. Paris.
- **Vermeren**, Pierre. 2002. Le Maroc en transition. La découverte/Poche, Paris.
- **Vermeren**, Pierre. 2002. Histoire du Maroc depuis l'indépendance. La Découverte, Paris.
- **Waterbury**, John. 1970. The commander of the faithful. The Moroccan elite. A study of segmented politics. (Le commandeur des croyants, la monarchie Marocaine et son élite). Weidenfeld and Nicholson Ltd, Londres.
- **Yacine**, Abdessalam. 1994. Hiwâr ma'a al-fudalâ al Dimoukrâtiyyoun (Dialogue avec les honorables démocrates). Imprimerie al-Ufuq, Casablanca.

Analyse Spatiale

- **Bogaards**, Matthijs. 2004. "Counting Parties and Identifying Dominant Party Systems in Africa." European Journal of Political Research, Volume 43, Issue 2, March, pp. 173-197. Online:
<http://www.olemiss.edu/courses/pol628/bogaards04.pdf>
- **Budge**, Ian. 1994. A new Spatial Theory of Party Competition: *Uncertainty, Ideology and Policy Equilibria Viewed Comparatively and Temporally*. In British Journal of Political Science, Volume 24, Issue 4. Cambridge University Press.

- **Budge, Ian, and Dennis J. Fairlie, 1977** Voting and Party Competition: A Theoretical Critique and Synthesis Applied to Surveys from Ten Democracies. London and New York: Wiley.
- **Budge, Ian, and Dennis J. Farlie, 1983.** Explaining and Predicting Elections. Issue Effects and Party Strategies in Twenty-three Democracies. London: George Allen & Unwin.
- **Downs, Anthony, 1957.** An Economic Theory of Democracy. New York: Harper
- **Downs, Anthony. 1957.** An Economic Theory of Democracy. New York. Harper.
- **Duverger, Maurice. 1961.** Les partis politiques, 4^e éd., Paris, A. Colin,
- **Imbeau, Louis M., Francois Petry, and Mokhtar Lamari. 2001.** "Left-Right Party Ideology and Government Policies: A Meta-Analysis." European Journal of Political Research, Volume 40, Number 5, pp. 1-29. Online: http://www.olemiss.edu/courses/pol628/in_beaupetrylamari01.pdf
- **Inglehart, Ronald and Pippa Norris. 2004.** Sacred and Secular: Religion and Politics Worldwide. Cambridge University Press. Online: http://ksghome.harvard.edu/~pnorris/ACROBAT/Sacred_and_Secular/Chapter%202.pdf
- **Inglehart, Ronald Klingemann, Hans. 1976.** Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics. In Party Identification and beyond. Princeton University Press.

- **Inglehart**, Ronald. 1990. *Cultural Shift in Advanced Industrial Societies*. Princeton University Press.
- **Katz**, Richard S. and Peter **Mair**. 1996. "Cadre, Catch-All or Cartel?: A Rejoinder." *Party Politics*, Volume 2, Issue 4, October, pp. 527-536. Online: <http://www.olemiss.edu/courses/pol628/katzmair96.pdf>
- **Kitschelt**, Herbert. 1994. The Transformation of European Social Democracy. Cambridge University Press.
- **Laponce**, J.A. 1975. *Spatial Archetypes and Political Perceptions*. In American Political Science Review, issue 59.
- **Laponce**, J.A. 1981. Left and Right: The Topography of Political Perceptions. Toronto: Toronto University Press.
- **Lipset**, Seymour Martin. **Rokkan**, Stein. 1967. "*Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignment*". In Party Systems and Voter Alignment, ed. Seymour Lipset and Stein Rokkan. New York; free press.
- **Ostiguy**, Pierre. 2004. *The High and The Low in Politics: A Two Dimensional political Space for Comparative Analysis and Electoral Studies*. Kellogg Institute Working Papers.
- **Panebianco**, Angelo (1982), 1st English edition: 1988. Political Parties: Organization and Power. Cambridge: Cambridge University Press.
- **Robertson**, David Bruce, 1976. A Theory of Party Competition. London and New York: John Wiley.

- Sartori, Giovanni.1976. Parties and Party systems: A Framework for Analysis. New York: Cambridge University Press.

ANNEXE A

QUESTIONNAIRE ET EXEMPLE DE CALCUL



Ce questionnaire rentre dans le cadre d'une étude intitulée : « Positionnement spatial des principaux partis politiques Marocains » pour l'obtention de la maîtrise en sciences politiques à l'UQAM. Il s'adresse aux militants actifs des principaux partis politiques marocains.

Aussi, nous comptons sur votre coopération pour mener notre enquête, en remplissant ce questionnaire et en cochant la case qui correspond le plus à votre opinion.

Vos réponses seront traitées en respectant toutes les normes d'anonymat requises dans les recherches de ce type.

Merci de votre collaboration.

Sanaa Mokhtari

10. Retour aux valeurs islamiques et introduction de ces valeurs dans le système éducatif :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

11. Subvention étatique des mosquées :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

12. Encourager les manifestations, culturelles et artistiques :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

13. Dissociation entre le droit et la religion :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

14. Encourager la pratique religieuse en tant qu'affaire personnelle :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

15. S'inspirer des modèles politiques laïcs dans la gouvernance :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

16. Éviter l'occidentalisation de la société :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

I. **Pertinence des questions.**

- Relatif à la gauche

- 1) prise en charge par l'état de la couverture sociale dans les domaines de la santé et de l'éducation
- 2) supervision étatique des activités économiques du pays
- 3) augmentation des impôts sur les fortunes afin de procéder à une meilleure répartition des richesses dans la société
- 4) protection de l'environnement

- Relatif à la droite

- 5) avoir recours aux forces de l'ordre pour le maintien de la stabilité
- 6) assurer l'ouverture totale des frontières pour 2010
- 7) la privatisation des entreprises étatiques

- 8) alléger les charges financières de l'état (alléger les charges salariales étatique ; privatisé le système de santé et d'éducation)

- Relatif à la religion

- 8) application de la chariàa dans le système légal
 9) retour aux valeurs islamique et introduction des valeurs islamiques dans le système éducatif
 10) subvention étatique des mosquées
 11) encourager les manifestations culturelles et artistiques

- Relatif à la sécularité

- 13) dissociation entre le droit et la religion
 14) encourager la pratique religieuse en tant qu'affaire personnelle
 15) s'inspirer des modèles politiques laïques dans la gouvernance
 16) éviter l'occidentalisation de la société

II. Exemple de questionnaire remplis

Parti A : Parti de gauche prônant les valeurs religieuses.

Résultats

1.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
									X

2.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								X	

3.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								X	

4.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
							X		

5.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	X								

6.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		X							

7.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
X									

8.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		X							

9.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
									X

10.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								X	

11.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
						X			

12.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
							X		

13.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
X									

14.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		X							

15.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	X								

16.

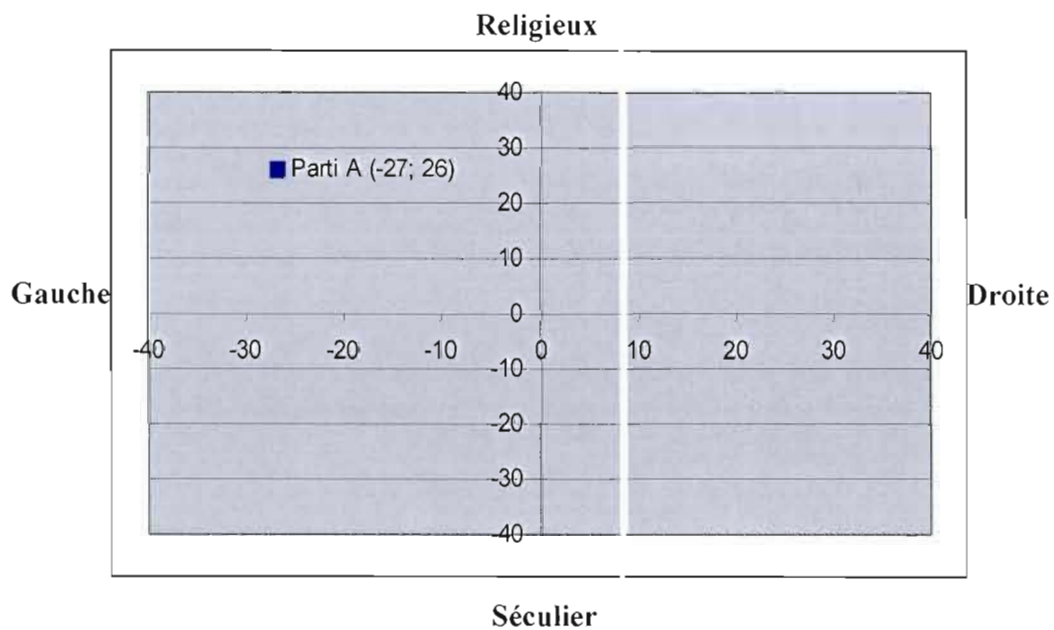
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	X								

II. Score et calcul

Partie 1 (Questions 1 à 4)	-36
Partie 2 (Questions 5 à 8)	9
Partie 3 (Questions 9 à 12)	34
Partie 4 (Questions 13 à 16)	-8

- Partie 1 + Partie 2 = coordonnées de l'axe x (gauche/droite)
- $-36 + 9 = -27$
- Partie 3 + Partie 4 = coordonnées de l'axe y (religieux/séculaire)
- $34 + (-8) = 26$

Donc le Parti A possède les coordonnées suivantes : **(-27 ; 26)** ce qui correspond au schéma suivant :



									X
--	--	--	--	--	--	--	--	--	----------

9.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
							X		

10.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
					X				

11.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
				X					

12.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
			X						

13.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								X	

14.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
							X		

15.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
									X

16.

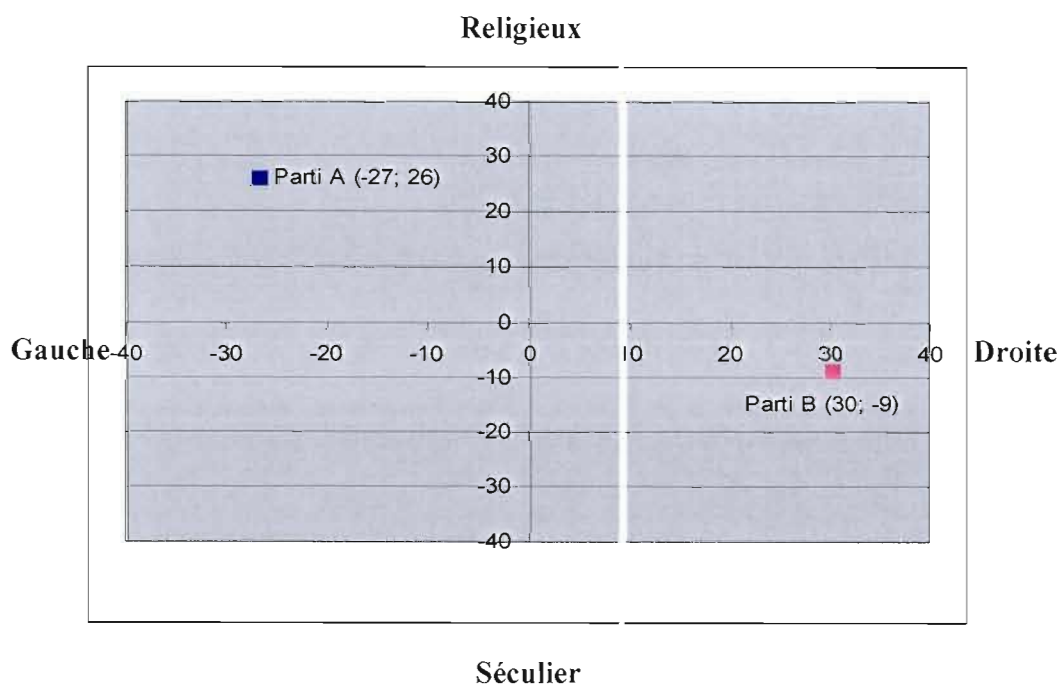
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
				X					

III. Score et calcul

Partie1 (Questions 1 à 4)	-8
Partie2 (Questions 5 à 8)	38
Partie3 (Questions 9 à 12)	23
Partie4 (Questions 13 à 16)	-32

- Partie1 + Partie 2= coordonnées de l'axe x (gauche/droite)
- $-8 + 38 = 30$
- Partie 3 + Partie 4= coordonnées de l'axe y (religieux/séculier)
- $23 + (-32) = -9$

Donc le Parti B possède les coordonnées suivante: **(30 ; -9)** ce qui correspond au schéma suivant :



ANNEXE E
TABLEAUX DES RESULTATS DE L'ÉTUDE DE TERRAIN

	Question 1	Question 2	Question 3	Question 4	Question 5	Question 6	Question 7	Question 8
AL								
AHD	10	5	5	10	4	5	5	5
PUD	10	3	3	10	10	5	8	3
PLM	9	2	10	7	5	10	8	6
PPS	10	1	10	10	7	1	3	2
UC	10	1	7	10	8	7	10	10
PRD	5	5	5	10	1	5	1	5
PED	10	1	10	10	7	1	3	2
PSD	10	6	8	10	5	5	5	1
PI	10	10	9	10	6	6	5	2
PND	10	5	8	10	8	8	9	4
RNI	10	5	4	10	4	3	5	5
PFC	9	2	3	8	4	8	10	7
MDS	5	4	4	5	6	4	7	3
PGSU	10	5	1	10	8	1	1	1
MP	10	5	3	10	10	6	10	8
USFP	10	7	8	10	7	10	5	3
PJD	10	7	8	10	2	4	1	1

	Question 9	Question 10	Question 11	Question 12	Question 13	Question 14	Question 15	Question 16
AL								
AHD	1	1	1	10	10	10	10	1
PUD	3	4	8	10	5	10	3	2
PLM	5	5	10	8	3	5	5	4
PPS	1	1	1	10	5	10	1	5
UC	1	5	10	10	5	10	5	5
PRD	1	10	5	10	1	5	1	2
PED	1	1	1	10	5	10	1	5
PSD	1	1	4	10	10	5	5	1
PI	10	10	10	10	2	4	1	6
PND	10	8	8	10	8	8	3	4

RNI	5	5	5	10	8	8	2	5
PFC	2	3	3	7	5	7	6	1
MDS	6	4	6	4	6	8	5	6
PGSU	1	1	5	10	10	10	5	1
MP	1	1	10	10	10	10	10	1
USFP	1	4	9	10	5	10	10	5
PJD	10	10	10	6	1	2	2	10

	Partie 1	Partie 2	Partie 3	Partie 4
ALAH	-30	19	4	-40
PUD	-26	26	17	-28
PLM	-28	29	24	-21
PPS	-31	13	8	-26
UC	-28	35	21	-30
PRD	-25	12	18	-17
PED	-31	13	8	-26
PSG	-34	16	7	-30
PI	-39	19	36	-17
PND	-33	29	30	-29
RNI	-29	17	20	-28
PFC	-22	29	9	-25
MDS	-18	20	22	-23
PGSU	-26	11	8	-35
MP	-28	34	13	-40
USFP	-35	25	24	-30
PJD	-35	8	36	-15

	G/D	R/S
ALAH	-11	-36
PUD	0	-11
PLM	1	3
PPS	-18	-18
UC	7	-9
PRD	-13	1
PED	-18	-18
PSG	-18	-23
PI	-20	19
PND	-4	1
RNI	-12	-8
PFC	7	-16
MDS	2	-1
PGSU	-15	-27
MP	6	-27
USFP	-10	-6
PJD	-27	21

ANNEXE C

LISTE DES PARTIS POLITIQUES















Liste des partis politiques marocains ayant présenté des candidats aux élections législatives du 27 septembre 2002, ainsi que leurs résultats respectifs.⁴⁹








ÉLECTIONS LEGISLATIVES DU 27 SEPTEMBRE 2002

Résultats par tendance politique (nombre de sièges):

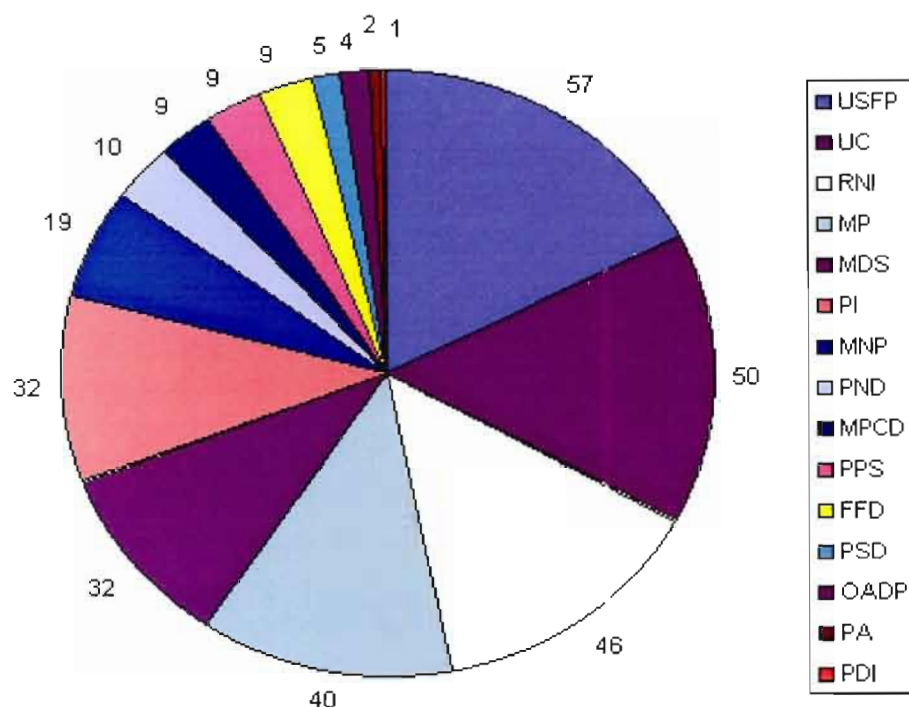
		Tendance politique	Nombre de sièges obtenus		
			Listes locales	Listes Nationales	Total
1		Union Socialiste des Forces Populaires (U.S.F.P.)	45	5	50
2		Parti de l'Istiqlal (P.I.)	44	4	48
3		Parti de la Justice et du Développement (PJD)	38	4	42
4		Rassemblement National des Indépendants (R.N.I.)	37	4	41
5		Mouvement Populaire (M.P.)	25	2	27

⁴⁹ Selon le ministère de la communication du Maroc in :
http://www.mincom.gov.ma/french/generalites/orga_eta/elections2002/resultatglobal.htm

6		Mouvement National Populaire (M.N.P.)	16	2	18
7		Union Constitutionnelle (U.C.)	14	2	16
8		Parti National Démocrate (P.N.D.)	10	2	12
9		Parti du Front des Forces Démocratiques (F.F.D.)	10	2	12
10		Parti du Progrès et du Socialisme (P.P.S.)	9	2	11
11		Union Démocratique (UD)	9	1	10
12		Mouvement Démocrate Social (M.D.S)	7	0	7
13		Parti Socialiste Démocratique (P.S.D)	6	0	6
14		Parti Al Ahd	5	0	5
15		Alliance des Libertés (ADL)	4	0	4
16		Parti de la Gauche Socialiste Unifiée (P.G.S.U.)	3	0	3
17		Parti de la Réforme et du Développement (PRD)	3	0	3
18		Parti Marocain Libéral (PML)	3	0	3
19		Parti des Forces Citoyennes (PFC)	2	0	2

20		. Parti de l'Environnement et du Développement (PED)	2	0	2
21		. Parti Démocratique et de l'Indépendance (PDI)	2	0	2
22		. Congrès National Ittihadi (CNI)	1	0	1
23		. Parti de L'Action (P.A)	0	0	0
24		. Parti du Centre Social (PCS)	0	0	0
25		. Initiatives Citoyennes pour le Développement (ICD)	0	..0	0
26		. Parti du Renouveau et de l'Equité (PRE)	0	0	0
			Total Listes locales 295	Total Listes Nationales 30	
		Total Général	325		

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 1993



Partis Politiques

l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP)
 l'Union Constitutionnelle (U.C)
 le Rassemblement National des Indépendants (R.N.I)
 le Mouvement Populaire (M.P)
 le Mouvement Démocratique et Social (M.D.S)
 le Parti de l'Istiqlal (P.I.)
 le Mouvement National Populaire (M.N.P)
 le Parti National Démocrate (P.N.D.)
 le Mouvement Populaire Démocratique et Constitutionnel (M.P.D.C.)
 le Parti du Progrès et du Socialisme(PPS)
 le Front des Forces Démocratiques (F.F.D.)
 le Parti Socialiste Démocratique (P.S.D.)

Nombre de sièges

57
 50
 46
 40
 32
 32
 19
 10
 09
 09
 09
 05

l'Organisation de l'Action Démocratique et Populaire (O.A.D.P)	04
le Parti de l'Action (P.A.)	02
le Parti Démocratique de l'Indépendance (P.D.I.)	01
Le Mouvement Pour la Démocratie (M.P.D.)	00